

## MARCELLIN VOUDRAIT RENDRE JUSTICE LUI-MEME

Le juge Alain Bernard avait répondu positivement mardi à la demande de mise en liberté provisoire d'Alain Krivine. Il semble que le pouvoir, et plus particulièrement le ministère de l'Intérieur, l'ait ressenti comme un désaveu. En effet, le parquet a aussitôt fait appel ; la chambre d'accusation devra trancher d'ici un mois.

En fait, si le juge avait décidé la mise en liberté de Krivine, c'est que sa détention ne lui paraissait pas indispensable à la poursuite de l'enquête. La mesure allait dans le sens de la limitation des détentions préventives.

Dans ces conditions, l'appel du parquet prend une signification politique, plus que juridique. L'offensive lancée par Marcellin tourne court ; ses manipulations du 21 sont apparues au grand jour, la dissolution de la Ligue Communiste soulève un vaste courant de protestation.

Marcellin se sent frustré d'une victoire. Si Krivine est libéré, si son image de redoutable émeutier s'estompe, alors le bilan de Marcellin sera bien maigre : un coup pour presque rien.

Derrière l'appel du parquet qui maintient provisoirement Krivine en prison, on sent la rage ministérielle !

De fait, Marcellin n'a pas fait attendre sa propre réaction aux décisions du juge Bernard. Dès le lendemain il accorde une interview à France-Soir annoncée en première page. Cette interview est titrée en gros d'une phrase de Marcellin : « Krivine avait donné l'ordre écrit d'empêcher le meeting d'Ordre Nouveau »...

Coïncidence bizarre : Marcellin intervient à point pour justifier la détention de Krivine, détention qu'un juge n'estime pas indispensable. Après avoir manipulé la police, Marcellin se mêle de manipuler l'opinion. Son interview à France Soir constitue une intolérable ingérence du pouvoir sur le cours de la justice, une pression ouverte du ministère de l'Intérieur.

Il est clair que Marcellin veut son coupable et qu'une bataille à ce sujet s'engage au plus haut niveau entre ceux qui veulent battre en retraite et ceux qui s'obstinent. Ces contradictions au sein de la bourgeoisie éclairent aussi une petite campagne qui s'est amorcée dans les colonnes de France-Soir, du Nouvel Observateur, et sur les ondes de radios périphériques : il s'agit de propager la rumeur selon laquelle Krivine aurait été en désaccord avec les formes de la manifestation du 21 juin, et en minorité sur ce point au Bureau Politique. Comme tous les membres du Bureau Politique de la Ligue Communiste dissoute, Krivine a réaffirmé sa solidarité et son accord avec l'initiative du 21.

Les spéculations concernant d'hypothétiques divergences au sein du BP de la Ligue avant le 21 illustrent l'embarras du pouvoir face à la question de fond : la tenue d'un meeting raciste et fasciste à Paris le 21 juin était-elle tolérable ? Gérard Monate reconnaît maintenant que ce meeting n'était « sûrement pas » légal. Quant à Marcellin, dans la même interview à France-Soir, il s'enferme encore en expliquant qu'à la différence du meeting néo-fasciste interdit le 26 février 70, celui-ci était autorisé parce qu'il n'avait pas le même caractère, vu qu'il « traitait de l'immigration ».

Le scandale de la détention de Krivine éclate ainsi. Il ne doit pas faire oublier le scandale, aussi énorme, que constitue la détention de Rousset.

Rousset est en prison pour avoir été trouvé dans un local où il y avait deux armes à feu. Trente personnes ont été arrêtées en même temps que lui dans le local ; aucun rapport n'est établi entre Rousset et ces armes. Rousset est donc détenu à titre d'otage, ni plus ni moins.

Ces détentions arbitraires doivent cesser !  
Libération immédiate de Krivine et Rousset !

Rouge.

REVOLUTION! HUMANITE (A) rouge le cause du peuple  
l'internationale action tribune  
rouge libération lutte  
ouvrière

### A BAS LA DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE!

Le Conseil des Ministres a décidé la dissolution de la Ligue Communiste. Cette décision est une trahison. Elle est le résultat de la pression exercée par les forces réactionnaires et fascistes. Elle est contraire à l'intérêt du peuple. Elle est contraire à l'intérêt de la lutte révolutionnaire. Elle est contraire à l'intérêt de la lutte ouvrière.

### LE RACISME EST L'ARME DES PATRONS!

Le racisme est l'arme des patrons. C'est une arme qui sert à diviser les ouvriers. C'est une arme qui sert à empêcher la lutte ouvrière. C'est une arme qui sert à empêcher la lutte révolutionnaire. C'est une arme qui sert à empêcher la lutte pour la liberté.

### APPEL

Le Conseil des Ministres a décidé la dissolution de la Ligue Communiste. Cette décision est une trahison. Elle est le résultat de la pression exercée par les forces réactionnaires et fascistes. Elle est contraire à l'intérêt du peuple. Elle est contraire à l'intérêt de la lutte révolutionnaire. Elle est contraire à l'intérêt de la lutte ouvrière.



En riposte unitaire au décret scélérat du Conseil des Ministres, 9 journaux d'extrême-gauche (Jeune Révolutionnaire, le périodique de l'AJS a retiré sa signature au dernier moment) ont fait paraître ce supplément de 4 pages, tiré à 100 000 exemplaires et une affiche unitaire reproduisant l'appel et les premières 400 signatures, tirée à 60 000 exemplaires. Ce mois de juillet et ce mois d'août, les affiches doivent couvrir les murs ; les journaux doivent être vendus partout, sur les lieux de vacances, sur les lieux de travail, dans les HLM, sur les marchés. Contre Marcellin et ses mauvais coups de l'été, pas de trêve.



### BAL TRAGIQUE impasse Guéménée

Le vendredi 22 juin au petit matin, une bande d'hommes armés, manifestement pas dans son assiette, a fait irruption à la « Librairie Rouge » alors qu'elle n'était pas invitée ; cette horde a systématiquement saccagé ce qu'elle trouvait sur son passage, faisant plusieurs millions de dégâts !

Les représentants de la loi (car c'en étaient !) ont aussi perpétré de nombreux vols au moment de ce qu'on pourrait appeler une « perquisition sauvage ».

Mais la patience et l'ironie étant les deux vertus principales des révolutionnaires, la « Librairie Rouge » a décidé de rouvrir ses portes.

Tous les livres à 20 % de réduction ; « Rouge » et de nombreuses brochures ; les publications de la IVème Internationale.

BREF, PENDANT LES TRAVAUX, LA VENTE CONTINUE. Librairie Rouge, 10 impasse Guéménée, 75004. Paris.

LECTEURS, DIFFUSEURS,  
REDACTEURS BENEVOLES,

ENVOYEZ TOUS VOS ARTICLES AU  
SIEGE DU JOURNAL ROUGE, 10  
IMPASSE GUEMENEE, PARIS 4ème.

# TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION

Camarades, nous avons constaté, comme vous, l'accentuation de la répression patronale et policière contre les luttes des travailleurs et les organisations ouvrières : licenciements à Renault, envoi d'un commando de la CFT à Peugeot, provocation policière à Lip, développement d'une campagne raciste marquée par la circulaire Fontanet, la manifestation de Grasse, le meeting du 21 juin d'Ordre Nouveau, l'assassinat d'un ouvrier portugais à Ivry. Si le patronat et le gouvernement cherchent à intimider, à diviser les travailleurs, c'est qu'ils ont peur du mécontentement qui grandit, des luttes qui se développent allant jusqu'à « exproprier » un patron comme à Lip.

Mais pour assurer la victoire des luttes, il faut s'opposer aux manœuvres de la bourgeoisie et d'abord riposter à toutes

ses attaques par un front uni sans faille de tous les travailleurs, un front uni de toutes les organisations ouvrières sans exclusives. La bourgeoisie, elle, connaît son ennemi, la classe ouvrière et ses organisations. Alors, nous aussi, réservons nos coups à l'ennemi commun.

Rappelez-vous camarades, après l'assassinat de Pierre Overney militant maoïste, vous aviez refusé de riposter au coude à coude avec les « gauchistes ». Quelques mois plus tard, un nervi assassinait Michel Labroche, militant du parti communiste français. Aujourd'hui, Marcellin dissout la Ligue Communiste en même temps que des commandos fascistes attaquent le local du PCF de St Denis et une fête du PCF du Val-de-Marne. Alors, face à la répression, une solution : LE FRONT UNI CONTRE LA REPRESSION.

Le 20 juin, malgré les exclusives à

l'égard de la Ligue Communiste, elle avait défilé sous ses propres banderoles avec le PCF, la CGT et le PSU. Le 21 elle avait appelé l'ensemble des organisations ouvrières à exiger l'interdiction du meeting fasciste d'« Ordre Nouveau ». La seule réponse fut un bref communiqué paru dans l'« Humanité » le 21 même. La Ligue Communiste avait donc pris le risque de manifester seule avec une partie de l'extrême-gauche révolutionnaire et quelques anciens résistants qui n'avaient pas oublié. Mais aujourd'hui on peut poser la question. Si l'ensemble des organisations ouvrières avait appelé à manifester le 21, Marcellin en serait pour ses frais et il n'y aurait pas eu besoin du meeting du Cirque d'Hiver pour protester contre la dissolution de la Ligue Communiste et pour exiger la libération d'Alain Krivine et de Pierre Rousset.

Camarades, nous nous félicitons que le temps soit révolu ou l'« Humanité » traitait les révolutionnaires de « gauchistes-Marcellin » ou de « fascistes de gauche ». Mais il faut aller plus loin, non seulement laisser définitivement les calomnies au vestiaire, mais abandonner les exclusives contre l'extrême-gauche révolutionnaire. On ne peut prétendre être le « parti des rassembleurs » et refuser la parole à un représentant de l'ex-Ligue Communiste dans un meeting protestant contre sa dissolution ! Cela est indéfendable et n'a d'ailleurs profité qu'à la bourgeoisie qui n'a pas manqué de le relever dans sa presse, par votre faute. Nous vous répétons : « Nous avons des divergences politiques, discutons-en, mais n'oublions pas que le seul ennemi c'est la bourgeoisie ! ».

Une de nos divergences essentielles porte justement sur la riposte à opposer aux attaques des bandes armées de la bourgeoisie. G. Bouvard dans « l'Humanité » nous dit que la seule riposte juste est la riposte de masse et on ne peut qu'être d'accord avec cela. Sans riposte de masse, rien n'est possible. Mais cela ne suffit pas. Croyez-vous qu'il suffise d'une manifestation comme celle du 20 juin pour empêcher la CFT de sévir à Citroën, Simca, Peugeot et s'implanter avec la complicité du patronat et du gouvernement à Berliet et ailleurs ? Si la CFT se développe cela sera un frein considérable aux luttes ouvrières. Le mouvement ouvrier ne peut pas non plus compter sur la police et la justice car ces institutions sont aux ordres de la bourgeoisie. Rappelez-vous l'assassin de Marc Lanvin, relâché ! Rappelez-vous l'assassin de Pierre Overney ! Rappelez-vous le commando CFT qui attaqua des militants à Issy les Moulineaux, relâché ! Rappelez-

vous le commando CFT de Peugeot...

Certes il y a des policiers et des juges qui luttent contre le rôle qu'on leur fait jouer, nous devons les soutenir, mais compter sur la police, la justice ou l'armée est un leurre. Avez-vous déjà vu la police aider les grévistes contre les patrons ? NON ! Au Joint Français, à Fos, à Lip, etc... c'est toujours du côté des patrons qu'elle se trouve !

Alors camarades, ne pensez-vous pas qu'il ne suffit pas de protester mais qu'il faut organiser l'auto-défense ouvrière par la constitution de piquets de grève, par l'entraide entre les travailleurs pour repousser toute attaque ? Ne pensez-vous pas qu'il ne suffit pas de demander à Marcellin, fils de Pétain, l'interdiction des CDR, SAC et autres nervis, mais nous donner nous-mêmes les moyens de les empêcher de nuire ? Devons-nous tolérer qu'à Citroën, Simca les tracts de la CGT, de la CFDT, du PS, du PCF et de l'extrême-gauche ne puissent être distribués sans risque ? Nous pensons nous, et l'histoire de l'Allemagne, de l'Espagne sont là pour en témoigner, que le mouvement ouvrier doit écraser le fascisme dans l'œuf s'il ne veut pas plus tard être dévoré par lui. Blum et le gouvernement de Front Populaire s'étaient contentés de protestation contre Franco et Hitler, ils durent céder la place à Pétain et la même chambre des députés qui donna le pouvoir à Léon Blum, 3 ans plus tard, mettait le Parti Communiste hors la loi. La Ligue Communiste était peut-être plus jeune que d'autres, pourtant elle n'avait pas oublié.

Aujourd'hui, la rédaction du journal « Rouge » vous fait et fait à l'ensemble des organisations ouvrières les propositions suivantes :

- assurons en commun la défense de nos vendeurs sur les marchés contre toute agression fasciste, contre toute provocation de M. Marcellin
- défendons en commun les distributions de tracts des organisations ouvrières à Citroën et Simca malgré les nervis de la CFT
- ne laissons pas sans riposte l'assassinat de Fernando Ramos, ouvrier portugais à Ivry
- exigeons la dissolution immédiate des SAC, CDR, CFT
- luttons pour l'abrogation de la dissolution de la Ligue Communiste, la libération immédiate d'Alain Krivine et de Pierre Rousset, la levée de toute inculpation
- exigeons la démission de M. Marcellin

LE COMBAT CONTINUE

Henri Weber  
Directeur du journal « Rouge »

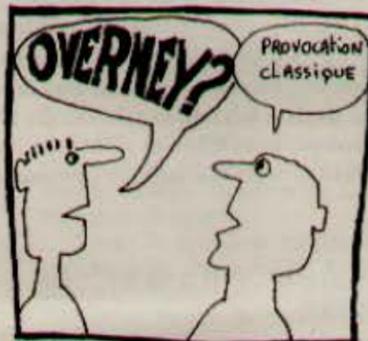
## des amis encombrants

○ Marcellin défenseur des libertés publiques, sauveur de l'ordre républicain ? Pourquoi pas puisqu'il dissout la Ligue ? Marcellin vertueux anti-raciste, chantre de l'anti-nazisme ? Sans doute, puisqu'il dissout l'Ordre Nouveau...

Cette belle image de lui-même dont rêvait le ministre de l'Intérieur, elle est aujourd'hui bien ternie. Non seulement la fausse symétrie des deux organisations dissoutes est évidente : l'Ordre Nouveau n'a été égratigné (en lui laissant le paravent commode du Front National) que pour permettre à la répression de frapper les seuls réellement visés : les militants de la Ligue Communiste. Le rôle de la police en cette affaire, les manipulations auxquelles ses dirigeants se sont livrés, tout cela a été porté sur la place publique par les policiers eux-mêmes. Mais il y a encore mieux à présent. L'extrême-droite, celle-là même dont Messmer reconnaît le caractère raciste et antisémite, fait des appels du pied à Marcellin : pourquoi faire semblant de ne plus reconnaître ses amis ? On s'était pourtant mis d'accord « au plus haut niveau » (sic) avant le meeting, pour que la police protège le service d'ordre casqué et Brigneau, membre du Conseil National d'Ordre Nouveau, et rédacteur en chef de Minute rappelle à Raymond Marcellin une conférence tenue en 1957 rue de l'Université où « Marcellin était assis à la gauche » de Brigneau : « Marcellin se montra curieux et aimable. Pourquoi ne l'aurait-il pas été ? A une époque où le résistancialisme sévissait encore, n'étions-nous pas deux anciens soldats du Maréchal ? »... écrit le rédacteur en chef de Minute qui donne les précisions suivantes :

« Lui assurait le secrétariat de l'Institut des Etudes Corporatives, placé sous la haute direction du maréchal Pétain. C'est à ce titre qu'il fut promu très tard dans l'ordre de la Francisque (N° 2232). Ses parrains étaient MM. Bouvier et Giraud. Il prêta donc le serment suivant : « je fais don de ma personne au maréchal Pétain... Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre ». On retrouve également son nom parmi ceux des dirigeants de « L'Université française » - cercle de Vichy - auprès de celui de Robert Valléry-Radot, rédacteur en chef des « Documents maçonniques » et de vingt autres personnalités chargées d'enseigner la doctrine maréchaliste qui eut la fâcheuse influence que l'on sait sur mon développement intellectuel ».

« Marcellin enfant de Pétain », le slogan ne vaut pas seulement par la rime !



## La parole à ceux qui sont frappés par Marcellin !

- Au Cirque d'Hiver les organisations du Comité de Défense des Libertés avaient protesté contre la dissolution de la Ligue, tout en refusant de donner la parole à Gérard Filoche dirigeant de l'ex-Ligue Communiste. Le PSU lui-même « le plus grand parti révolutionnaire d'Europe » comme disait Rocard, a accepté le diktat du PCF pour rentrer par la porte de service dans le cartel de la gauche responsable !

- Devant la protestation de nombreux militants révolutionnaires (en particulier de nombreux militants du PSU lui-même) réclamant la « parole à la Ligue », Daniel Mayer qui présidait ce meeting s'est engagé publiquement à tout faire pour donner la parole à ceux qui sont frappés par Marcellin.

- Le PSU et 14 organisations d'extrême gauche avait décidé d'organiser un meeting commun pour protester contre la répression qui frappe l'ex-Ligue Communiste. Mais malgré les nombreuses démarches du PSU aucune salle n'a accepté.

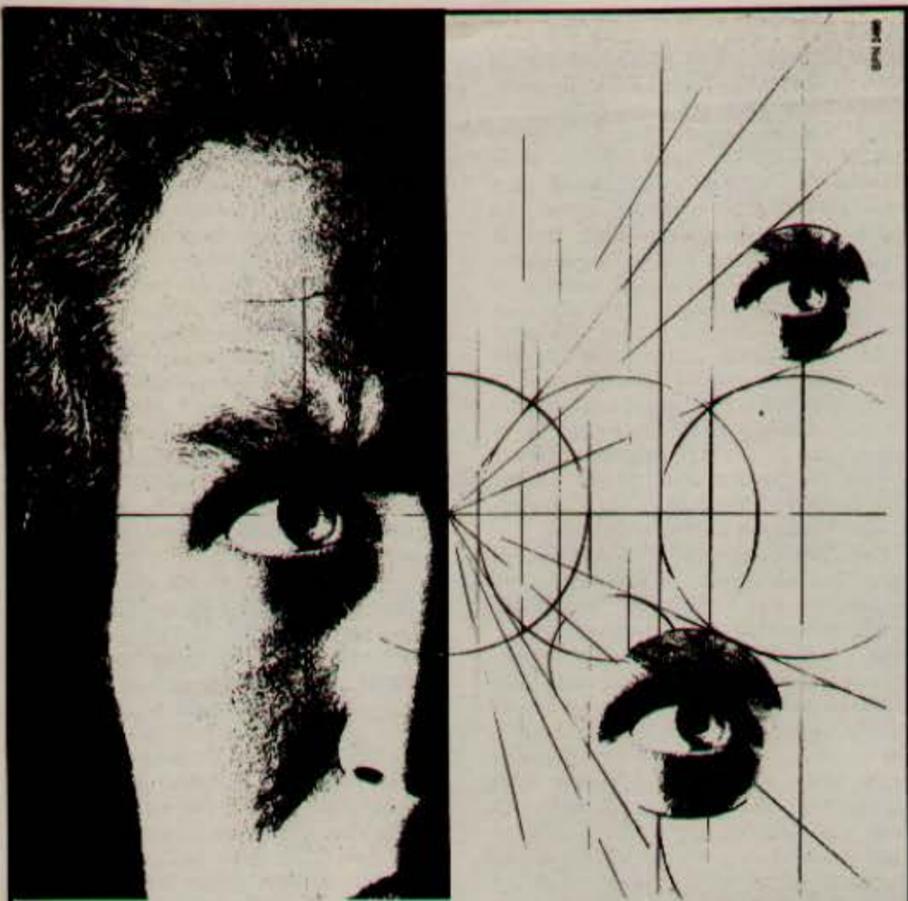
La rédaction de « Rouge » a protesté publiquement contre cette tentative insidieuse de baillonner les militants révolutionnaires en faisant

pression pour que toutes les salles leur soient refusées. Elle a envoyé la lettre suivante à Daniel Mayer, au PCF, PS, à la CGT, CFDT, FEN.

« Camarades,

Comme vous le savez 15 organisations d'extrême gauche (AMR, PLR, CIC, PSU, LO, HR, GRS, UCF, CDP, MLF quartiers, Révolution !, PLC (GOP), EE, GR, Rédaction de « Rouge ») devaient tenir un meeting de solidarité avec les militants de la LC dissoute pour le mercredi 11 ou le jeudi 12 juillet. Le PSU a effectué de nombreuses démarches pour obtenir une salle de préférence la Mutualité ou le Cirque d'Hiver. Toutes les salles ont été refusées. Vous avez affirmé le 28 juin votre solidarité contre la répression qui frappe l'ex-Ligue Communiste. Au cours du meeting du 4 juillet, Daniel Mayer qui présidait s'est engagé publiquement à tout faire pour donner la parole à ceux qui sont frappés par Marcellin. Nous vous demandons en conséquence de contribuer à trouver une salle de réunion afin que ce meeting puisse se tenir au plus vite à Paris ou en Banlieue. En vous remerciant d'avance, recevez chers camarades nos salutations militantes.

Rédaction de « Rouge »



# PROVOCATION OU PAS ?



Dans les veillées mortuaires, la retenue et la décence sont de mise. Les attaques contre le défunt deviennent obliques, les polémiques rampantes. L'attitude de la gauche respectueuse envers la Ligue Communiste dissoute relève de cette pudeur là. On chuchote, on murmure avec condescendance, on laisse échapper que la Ligue serait tombée dans une provocation.

Le PSU y aurait échappé par clairvoyance. Le PCF par expérience. Régis Debray, docte et paternaliste, explique dans « Politique-Hebdo » que la provocation était transparente « pour un enfant de huit ans », à la minute même ; c'est aussi l'avis de la direction confédérale CFDT.

Tous s'en trouvent soulagés, justifiés. S'il y avait provocation, leur sage passivité l'a déjouée. Ils avaient raison d'être absents ! Mais le 20 juin, pour la défense des libertés, ce n'est pas la menace de provocation qui expliquait l'absence de la FEN, de la CFDT, du PS... Et si le 20 avait eu lieu le 21, si le PCF lui-même et la CGT avaient fait coïncider la défense des libertés avec la manifestation anti-fasciste, la provocation aurait-elle encore été possible ?

## LA VISION POLICIÈRE DE L'HISTOIRE

Selon une conception dite événementielle, l'histoire se réduit à une suite chronologique d'événements : le déclenchement de la guerre de 14 dépend de la provenance de l'arme qui tua l'Archiduc à Sarajevo, le sort de l'Empire reste lié à l'ininterminable course entre Grouchy et Blücher dans les brumes de Waterloo, bref, la face du monde tient au nez de Cléopâtre ! C'est souvent ainsi qu'on enseigne l'histoire à l'école. Les classes sociales, leurs intérêts, leurs affrontements disparaissent derrière le quotidien, le bon plaisir des grands hommes, l'événement journalistique qui feraient basculer le sort de l'humanité.

Cette conception mène droit à une vision policière de l'histoire : la société y est à la merci du coup de main, du complot, de la provocation, du grain de sable qui suffisent à la faire basculer. Marcellin participe pleinement de cette vision : incapable de comprendre le mouvement des forces sociales qui vont le submerger, Marcellin ne voit que complots (internationaux) et noirs desseins ourdis contre l'ordre établi par des puissances ténébreuses.

### ...ET SON PENDANT REFORMISTE.

A cette hantise policière du complot répond, symétriquement la hantise réformiste de la provocation. Pour les épiciers du mouvement ouvrier, acharnés à empiler des bulletins dans leur bas de laine électoral, les mouvements sociaux qui leur échappent apparaissent comme suscités et manipulés...

Les plus aveugles ont ainsi réussi à présenter la grève générale de 1968 (une grève de 10 millions d'hommes !), comme une provocation destinée à saper les progrès électoraux de la gauche. Gérard Monatte, à la fois réformiste et policier, l'a dit on ne peut plus clairement : « On peut se poser la question de savoir d'une part si le gouvernement a été réellement inconscient, ou d'autre part, si effectivement on pouvait compter sur un réflexe de peur devant un déchaînement de violences pour tenter de faire modifier la représentation politique de l'Assemblée Nationale, les élections de 67 ayant pratiquement réduit la marge de sécurité du groupe majoritaire. »

La contre-manifestation organisée par les groupes d'extrême-gauche, la Ligue, le PSU le 9 mars 71 à l'occasion d'un meeting d'Ordre Nouveau peut aussi être présentée comme une provocation pré-électorale destinée à effrayer les électeurs modérés à 5 jours des municipales...

Et encore la dernière manifestation du 21 juin pourra faire figure de provocation préparatoire à la campagne des cantonales !

Brandi a tort et à travers, le spectre de la provocation constitue l'alibi de prédilection des réformistes : sous prétexte de déjouer la provocation, ils abdiquent toute responsabilité dans la lutte des classes, capitulant pour amadouer l'électorat démocrate et finissant par se mettre à sa remorque !

Un auteur bien peu clairvoyant, Bernard Thomas a consacré récemment un gros volume aux provocations policières (édité chez Fayard). Il est tellement fasciné par son sujet que la politique se réduit dans son livre à un chassé-croisé de provocations réciproques, à un immense théâtre absurde de gendarmes et de voleurs. Au point que la grève des mineurs de 48 devient une gigantesque manipulation policière de Jules Moch, le Marcellin « socialiste » de l'époque. Que Moch ait exploité la chose à sa façon, certes, mais la colère des mineurs, l'occupation des puits, ce mouvement social profond ne pouvaient naître de ses dossiers et de ses bureaux. De même, la manifestation anti-fasciste de Clichy en 37 est présentée comme une simple provocation de la Cagoule pour diviser le Front Populaire.

Moralité : la provocation nous guette : la meilleure façon de l'éviter, c'est de ne rien faire. Les vraies questions ne sont pas posées : quelle était la façon la plus efficace de combattre le fascisme en 37 ? Quelle était la tactique de lutte la plus payante pour le prolétariat en 1968 ?

Devant la menace absolue et mystérieuse de la provocation érigée en épouvantail, il n'y a plus qu'à attendre et se taire !

### LA PROVOCATION DU 21 JUIN ?

Alors, la Ligue Communiste est-elle tombée dans une provocation le 21 juin ? Peut-être. Le dispositif policier, sa vulnérabilité, la protection obstinée accordée par le pouvoir à l'Ordre Nouveau, tout cela était insolite. Les observateurs l'ont souligné, les manifestants l'ont ressenti. Mais qu'il y ait eu un piège, une provocation du pouvoir ne permet pas pour autant de répondre positivement à la question : fallait-il ne rien faire le 21 ? Fallait-il rester chez soi ?

Ce sont ces questions qu'évident, en se ruant sur l'aubaine de la provocation, toutes les mauvaises consciences.

Car entendons nous bien. Toute manifestation, inégalement certes, peut-être prétexte à provocation, toute manifes-



taion, en comporte le risque. Et dans toute manifestation, il y a des provocateurs appointés, la chose est depuis longtemps connue. Le problème n'est pas d'exclure tout risque, mais de limiter les possibilités et la portée des provocations.

Il y a des provocations limpides. Les plus claires sont celles qui n'impliquent aucun mouvement de masse, qui sont relativement autonomes par rapport aux processus sociaux. Il suffisait d'un comarpe pour incendier le Reichstag et d'une poignée pour orchestrer à l'automne 69 les attentats à la bombe à Rome et Milan.

Lorsque le 10 mai 68 nous déparvions la rue Gay-Lussac, les militants du PCF présents hurlaient à la provocation et peut-être des provocateurs ont-ils charrié leur part de pavés. Résultat : le pouvoir gaulliste a du céder parce que la volonté de 10 000 barricadiers débordait largement le cadre d'une petite machination policière. De la première manifestation convoquée au Lycée Chaptal, en 70, pour protester contre l'arrestation du lycéen Guiot, on a dit qu'elle allait conduire au massacre, qu'elle servirait le pouvoir, partis 3 000, les lycéens se retrouvèrent 20 000 après une longue marche dans Paris et le pouvoir dut céder. Le 22 mars dernier, manifester contre la loi Debré malgré l'interdiction prêtait à la provocation... nous étions 100 000, il n'y eut pas le moindre problème. Autrement dit, plus la mobilisation est massive, moins la provocation est aisée. Ainsi s'il y a eu provocation le 21 juin, ceux qui avaient déclaré forfait, qui avaient déserté, en portent une responsabilité plus grande que les manifestants eux-mêmes. Si nous avons été plusieurs dizaines de milliers, comme c'était possible, les provocations de Marcellin auraient été bousculées comme de minables ruses de guerre.

Comparons donc ce qui est comparable : la manifestation anti-fasciste du 21 juin et la manifestation anti-impérialiste du 20 janvier contre l'ambassade US, le jour du renouvellement du mandat présidentiel de Nixon. Des comités de mobilisation avaient été mis en place dans les quartiers, les facultés, les lycées, de nombreuses personnalités et organisations avaient signé l'appel. La manifestation fut presque aussi violente que le 21 juin, mais après les bombardements d'Hanoi, personne n'a parlé de provocation. Les combattants vietnamiens ont rendu hommage aux manifestants. Pour être sûr de ne pas tomber dans une provocation, le clairvoyant PSU avait déjà fait défection.

S'il y a eu erreur politique le 21 juin, elle ne réside pas dans la décision de riposter, mais dans les modalités de la riposte : misant sur l'indignation spontanée qu'aurait suscité un meeting raciste, les organisateurs de la contre-manifestation ont négligé la mobilisation prolongée préparatoire qui aurait pu élargir le soutien de masse à la contre-manifestation, en populariser l'idée dans l'avant-garde ouvrière. Laisser entendre comme le font le PCF, la CFDT, le PSU et autres Debré qu'il ne fallait pas manifester parce qu'il y avait risque de provocation, c'est ne pas voir que ce risque s'augmente de leur propre passivité qu'ils cèdent sans combattre au chantage à la provocation, au lieu d'y répondre par l'élargissement de la mobilisation.

Fallait-il donc dénoncer les menées fascistes verbalement et attendre les bras croisés que les syndicats, le PC, le PS daignent s'en préoccuper ? Alors que

déjà, les nazis d'Ordre Nouveau sévissaient à Nice ? Alors que leur campagne raciste débouchait sur les ratonnades de Grasse ? Alors qu'elle conduit aujourd'hui à l'assassinat d'un travailleur portugais à Ivry et à l'attaque de la fête du PCF à Clamart ? C'est à cela qu'il faut répondre.

### PROVOCATION... ET APRES ?

La notion même de provocation est trop ponctuelle, trop instantanée pour permettre de mesurer les modifications réelles du rapport de force. Or, c'est là le résultat décisif du 21. Marcellin a voulu utiliser la Ligue pour ranimer la peur du rouge au couteau entre les dents, c'est son rôle de ministre de l'Intérieur. Il a exposé cyniquement des policiers pour raffermir les rangs de la police, il l'avait déjà tenté en mars 70 à l'occasion de la banalisation du campus de Nanterre. Il a voulu, à travers la Ligue, frapper la IVème Internationale, c'est son intérêt de flic international du capital.

Quel est le résultat ? La provocation démasquée, Marcellin apparaît comme le suspect No 1 de l'affaire, comme un casseur assermenté, comme le coupable possible. L'alerte est donnée dans le mouvement ouvrier sur le rôle des fascistes, sur leur utilisation par le pouvoir, sur leurs affinités avec les CDR. Contre la répression, le front se trouve raffermi et pour la première fois depuis des dizaines d'années, le PCF prend la défense d'une organisation trotskyste !

Certains dans le mouvement ouvrier disent que la Ligue est tombée dans une provocation policière. Certains au gouvernement disent que Marcellin est tombé dans une provocation gauchiste.

Comme quoi, cette provocation bonne à tout, ne permet guère de voir plus loin que le coup pour coup, de mesurer les transformations réelles du rapport de forces.

Et tous les déserteurs du 21 juin n'en seront pas quittes avec un tel argument.

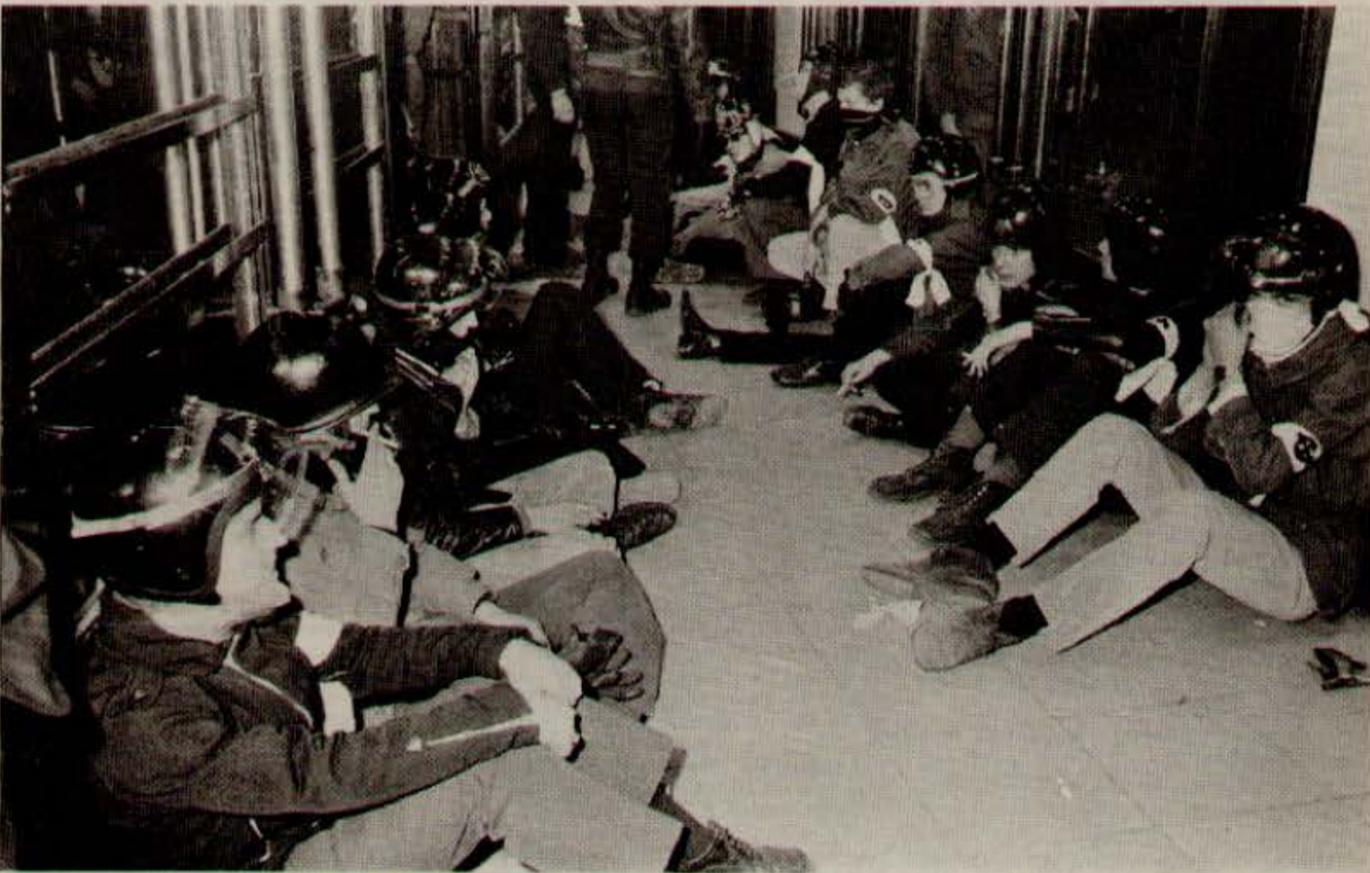
Daniel Bensaïd

### POUR GERARD MONATTE, LE MEETING D'ORDRE NOUVEAU N'ETAIT PAS LEGAL

Dans le journal de la Fédération Autonome des Syndicats de Police, Gérard Monatte écrit :

« En démocratie, le meeting de la Mutualité était-il légal ? Sûrement pas ! Le mot d'ordre de ce rassemblement était ouvertement raciste, donc contraire à la loi et nous sommes en droit de nous demander pourquoi il a été autorisé.

Question à Marcellin : l'autorisation et la protection d'un meeting illégal tombe sous le coup de quelle loi ?



Les nazillons dans le hall de la Mutualité le soir du meeting.

Dans le dernier numéro de « Canard Enchaîné », Claude Angeli pose quelques questions indiscrètes :

Dans l'après-midi du 21 juin, des policiers ont intercepté une camionnette Peugeot jaune louée par des militants d'« Ordre Nouveau » et littéralement bourrée de cocktails « molotov » et de barres de fer. Autour de cette véritable bombe roulante, des responsables policiers ont longtemps palabré avec des gens « d'Ordre Nouveau » avant de les conduire au commissariat du Vème arrondissement. Puis, plus rien. Aucune interpellation maintenue, aucun jugement et aucune condamnation en « flagrant délit ». Rien. Rien que le silence des commissaires et de bien d'autres...

On attend des éclaircissements de Marcellin.

## « Selon des accords pris aux plus hauts échelons... » !

Dans son numéro du 4 juillet, Minute écrit :

« La réunion qu'organisait Ordre Nouveau le 21 juin avait été autorisée par la Préfecture de Police et toutes assurances données sur son déroulement. Selon des accords pris aux plus hauts échelons, son service d'ordre gagna la Mutualité sous la surveillance de la police et en repartit de même. »

Tout cela est curieux. Messmer a dit à « Actuel 2 » que ce meeting était autorisé parce qu'il se tenait en enceinte close. Le Préfet de Police Lenoir qu'il était autorisé parce qu'il n'était pas de nature à

troubler l'ordre public. Pourtant il avait organisé la « surveillance » (la protection ?) du service d'ordre (armé) d'Ordre Nouveau ! Quel imbroglio !

Et tout cela en infraction de la loi anti-raciste. Et avec préméditation selon Minute qui fait mention « des assurances données » et des « accords pris aux plus hauts échelons » !

Il ressort cependant que tous sont complices du meeting fasciste, à moins que Lenoir n'ait pas prévenu Marcellin, qui n'aurait pas prévenu Messmer, qui...





Pierre Rousset et Alain Krivine à leur sortie de la Santé - Juin 68 - 5 ans déjà, « coucou nous revoilà ! »

## SOLIDARITE INTERNATIONALE

### il manifesto

quotidiano comunista

Rome, le 1er juillet 73

Chers camarades,  
Il est normal, face aux mesures répressives du régime bourgeois, que s'exprime toujours la solidarité militante des organisations révolutionnaires de tous les pays. Gare à nous si, comme cela s'est produit et se produit encore, les divergences idéologiques et politiques entre les organisations nous faisaient perdre de vue le sens d'un combat commun et la certitude qu'une telle activité doit tout faire pour dépasser la simple défense devant les coups de l'adversaire. Ces coups sont d'autant plus facilités qu'ils profitent de la division exaspérée et du sectarisme réciproque des forces révolutionnaires.

Mais la solidarité que nous vous exprimons aujourd'hui a des raisons plus profondes et plus spécifiques. L'attaque que vous subissez du pouvoir pompidolien n'est ni accidentelle, ni destinée à rester isolée. Elle est un signe de la difficulté croissante du pouvoir : de sa crainte devant une reprise générale de l'offensive des masses, d'autant plus si celles-ci trouvent des impulsions et des sollicitations politiques en dehors des canaux bien contrôlés des institutions bourgeoises et des partis traditionnels. En Italie, nous le savons bien. Depuis trois ans la classe ouvrière mène une lutte dure, qui a mis en crise le système et contre laquelle des ripostes répressives massives sont toujours à l'ordre du jour. Ripostes que seule la lutte de masse a permis jusqu'à présent de repousser.

Nous savons donc que les mesures qui vous atteignent aujourd'hui sont très graves et qu'elles vous créeront des difficultés et des sacrifices. Mais nous savons également que vous soutenez, bien au delà de notre solidarité, un mouvement réel, en France et non seulement en France, que l'on ne peut réprimer.

Salutations communistes

L'assemblée nationale du Manifesto réunie à Rome les 29-30 juin et 1 juillet 1973.

### GRANDE-BRETAGNE :

Après l'occupation réussie du Bureau du Tourisme Français, l'IMG (International Marxist Group, section britannique de la IVème Internationale) a lancé un appel pour une manifestation de front uni pour le samedi 7 juillet. 1000 militants ont manifesté contre la dissolution de la LC et pour la libération de Krivine et Rousset. Les organisations suivantes étaient présentes :

- IMG
- IS (International Socialists)
- le groupe « The Militant »
- Black Panthers
- Communist Federation (maoïstes)
- d'importantes sections syndicales, etc...

Le représentant du PC a déclaré que « le PC de Grande-Bretagne était complètement opposé à la dissolution et participerait à la campagne pour la libération de Krivine ». Le dimanche 8 juillet, la SLL (Socialist Labour League, ex-sœur de l'OCI-AJS) organisa une marche séparée pour combattre la dissolution. L'un de ses dirigeants, Mike Banda, appela à « la défaite de la Vème République et la libération de Krivine et Rousset ».

### GRANDE-BRETAGNE : 5 DEPUTES TRAVAILLISTES ECRIVENT A POMPIDOU :

Monsieur le Président,  
Nous vous écrivons pour protester contre la dissolution de la Ligue Communiste décidée par votre gouvernement.

Bien que la plupart d'entre nous n'approuve ni la politique ni les actions de la Ligue Communiste, nous aimerions souligner le fait que le mouvement ouvrier européen ne peut rester neutre dans la question du racisme ou du fascisme. Il en a trop souffert dans un passé récent, dans les pays d'Europe aux mains du fascisme, pour ignorer le danger.

C'est pourquoi nous voudrions nous associer avec les partis socialistes et communistes, la CGT et la CFDT et tous les autres défenseurs des libertés civiles en France pour vous presser vivement d'abroger le décret de dissolution de la Ligue Communiste.

*Philip Whitlock* *Eric Hoffer*  
Philip Whitlock, MP for Derby North      Eric Hoffer, MP for Clarendon, Wilton

*Norman Ashton*  
Norman Ashton, MP for Tottenham

*Michael Foot* *Franz Anton*  
Michael Foot, MP for Ebbw Vale      Franz Anton, MP for Salford

### ALLEMAGNE

5000 personnes réunies à Francfort en meeting avec des militants du GIM (section allemande de la 4), Daniel Cohn-Bendit et Rudi Dutschke. A l'issue de la réunion, plusieurs milliers de manifestants se sont dirigés vers le consulat français. Des heurts violents ont eu lieu avec la police.

### ESPAGNE

5 juillet  
C'est devant l'ambassade de France à Madrid, que des militants révolutionnaires espagnols ont tenu à affirmer leur protestation contre la dissolution de la Ligue.

Des cocktails Molotov furent jetés contre l'ambassade, des slogans peints sur les murs : « Libérez Krivine » et « Liga Comunista ».

## LETTRES RECUES

### LA REVUE CHANGE

Pour dire notre solidarité révolutionnaire avec la Ligue Communiste, en ce moment plus que jamais.

Le 28 juin 1973  
pour le collectif CHANGE  
Jean-Pierre Faye

« L'ANTINORM »  
Directeur Guy Maes  
8 rue Saigne  
93100 Montreuil

Paris le 29 juin 73

Le comité de rédaction de l'Antinorm  
au  
Bureau Politique de la Ligue Communiste.

Chers camarades,  
Profondément indignés par la mesure de dissolution dont votre organisation vient d'être victime, nous vous assurons

de notre soutien le plus total, et de notre entière solidarité pour toutes les actions que vous envisagerez dans les prochains jours pour lutter contre ce précédent grave pour les libertés politiques.

Nous condamnons fermement cet amalgame que pratique le pouvoir bourgeois entre extrémistes de droite et de gauche, nous dénonçons la collusion fascistes-flics, nous condamnons la mise à sac du local de « Rouge ».

D'autre part, nous profitons de cette lettre pour vous dire combien nous avons su apprécier l'orientation et les interventions de la Ligue Communiste dans le domaine de la sexualité depuis quelques mois.

En souhaitant que les épreuves présentes n'entament pas votre enthousiasme et votre courage militants, recevez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

Pour le comité de rédaction :  
Guy Maes.

## premiere assemblee des signataires de l'appel

L'Assemblée des signataires de l'Appel contre la dissolution de la Ligue Communiste, réunie le 10 juillet,

- décide d'intensifier la campagne de signatures, afin de réunir d'ici la fin de l'été des milliers et des milliers de signatures

- renouvelle l'appel à la solidarité financière, plus urgente que jamais dans les conditions présentes

- proteste solennellement contre les directives gouvernementales qui s'opposent à la mise en liberté d'Alain Krivine que le juge d'instruction avait ordonnée et décide d'envoyer une délégation représentative exiger du Ministère de la Justice la mise en liberté immédiate d'Alain Krivine et Pierre Rousset.

- proteste contre la poursuite ouverte des menées fascistes et racistes comme le prouve le meurtre de Vitry.

- décide la création d'une commission d'enquête quant à l'attitude de la police le 21 juin.

- s'engage publiquement à assurer la diffusion du journal d'action communiste « Rouge » au cas où celui-ci verrait sa diffusion arbitrairement entravée comme à Poitiers ou interdite.

- décide dès maintenant de favoriser toutes les initiatives locales permettant de populariser les 3 objectifs du comité.

- \* Contre la dissolution
- \* Pour la levée des inculpations
- \* Pour la mise en liberté d'Alain Krivine et Pierre Rousset

### LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE CONTRE MARCELLIN...

A la suite de la dissolution de la Ligue Communiste, le Syndicat de la Magistrature (1/3 des juges) a publié le communiqué suivant, qui met en relief, s'il était nécessaire, et l'isolement du ministre de l'intérieur, et l'erreur politique commise le 28 juin. Qui rappelle avec force également que le pouvoir n'a pas plus réussi à créer une magistrature docile qu'il n'a été apte à se modeler une police « aux ordres » :

« Le Syndicat de la magistrature s'inquiète du développement récent des atteintes aux libertés et notamment à la liberté d'association, des déclarations du ministre de l'intérieur sur l'éventualité d'une prolongation de la garde à vue dans certaines affaires pénales, des problèmes soulevés par les écoutes téléphoniques, ainsi que de la multiplication des entraves aux libertés syndicales et professionnelles dans la magistrature ; rappelle que l'article 64 de la Constitution fait du magistrat le garant des libertés ; relève d'ailleurs avec satisfaction la prise de position du garde des sceaux, qui, selon la presse, se serait opposé à la dissolution de la Ligue Communiste ; s'interroge, à la suite des déclarations d'organisations syndicales représentatives des policiers en tenue, sur les conditions dans lesquelles les forces de maintien de l'ordre auraient été utilisées ; affirme sur ce point sa solidarité avec ces organisations. »

# LA VERMINE RACISTE RELEVE LA TETE!

La campagne d'Ordre Nouveau contre « l'immigration sauvage » n'est pas tombée du ciel. Elle est la manifestation d'une poussée de racisme que les groupuscules fascistes et la presse d'extrême-droite se sont appliqués à entretenir.

● L'arrivée de travailleurs immigrés a fourni de tous temps au capitalisme français une main-d'œuvre sous-payée, beaucoup plus mobile, plus vulnérable à la répression.

Chassés par la misère et le chômage de leurs pays d'origine, ces travailleurs ont été encouragés par les bourgeoisies locales qui y trouvaient leur propre intérêt.

En France, l'immigration clandestine, ouvertement tolérée par le gouvernement, a constitué jusqu'à récemment un très fort pourcentage de l'arrivée de travailleurs étrangers.

La circulaire Fontanet se présente officiellement à l'origine comme une réforme qui part de « bons sentiments » : empêcher de nuire tous ceux qui vivent du trafic clandestin de main-d'œuvre, assurer aux immigrés de meilleures garanties de logement et d'emploi. Dans les faits, en renforçant le contrôle policier et patronal sur les immigrés, elle sanctionne juridiquement l'arbitraire et la surexploitation. Elle permet une répression plus immédiate, pour des raisons politiques ou autres, par simple refus de la carte de travail, ce qui débouche naturellement sur l'expulsion. Elle fait des travailleurs qui continuent à entrer clandestinement en France de véritables « hors-la-loi », taillables et corvéables à merci.

C'est donc non une mesure humanitaire, mais une mesure de rationalisation dictée par les intérêts de la bourgeoisie française : devant un fort volant de chômage et face à l'incertitude des échéances économiques mondiales, elle voulait se donner les moyens de régler précisément le volume des flux migratoires et — si le besoin s'en faisait sentir — de leur donner un brutal coup d'arrêt.

Elle voulait faciliter une réorientation vis-à-vis des pays fournisseurs de main-d'œuvre : réduction de la main-d'œuvre d'Afrique du Nord, augmentation des contingents de nationalités plus arriérées culturellement, moins politisées, encore plus vulnérables, tels que les Yougoslaves et surtout les Turcs.

Dans le même temps, elle voulait accentuer ses possibilités de contrôle policier sur les immigrés résidant en France, pour des raisons à la fois politiques et économiques :

— pour contrôler leur répartition dans les différentes branches d'industrie et les différents métiers et leur fermer l'accès de certains d'entre eux,

— pour essayer de faire pièce à la combativité grandissante des immigrés depuis mai 68 : les longues grèves de Girosteel et Pennaroya avaient montré une volonté de lutte à laquelle la circulaire Fontanet cherchait à s'opposer.

## DES MOIS DE LUTTES

Cette circulaire prise en douce au mois de septembre 72 ne souleva pratiquement aucune riposte de la part des organisations réformistes : la direction de la CGT lui trouva même des « aspects positifs »... Mais, au fil des mois, à mesure qu'elle entrait en application, la colère se soulevait chez les travailleurs immigrés menacés d'expulsion parce qu'on leur refusait leur carte de travail. Et la lutte s'engagea : la grève de la faim est souvent considérée comme une forme de lutte ultime, dans des circonstances désespérées. Mais des dizaines de grèves de la faim, articulées, se succédant aux 4 coins de la France, soutenues à chaque fois uni-

LA REVUE DU PRATICIEN  
21 juin 1973

● Les traumatismes. Ils peuvent être bien entendu d'origine très diverse : les plus courants relèvent de coups directs (accident d'auto par exemple), d'arrachements, de morsures (chien, Arabe), de brûlure (par le feu, liquides en fusion, caustiques).

relevé par Charlie-Hebdo

TEMOIGNAGE DE GR

● « Il était environ sept gendarmes m'arrêté, demandé de papiers et m'ont alors frappé à coups de matraque. Puis, avec un m'ont brûlé au bras [...]

Je connais au moins mes camarades qui a été a montré les traces a Tunisie à Nice. D'autres flics sont entrés dans nos logements, forçant mettant tout en désordre poursuivaient des camarades cherchaient les photos d'entre nous avait pris l'intervention. Sur l'une d'voir un Nord-Africain terre. Celui qui e l'hôpital ».



LES NAZILLONS DEVANT LA MUTUALITE LE 21 ...

tairement et popularisées sur le plan local, s'avèrent un moyen redoutablement efficace de toucher l'opinion publique, nourrir le mouvement de victoires partielles et imposer finalement un demi-recul au gouvernement.

Cette lutte sensibilisa des dizaines de milliers de travailleurs immigrés. La manifestation parisienne contre la circulaire scélérate rassembla 3000 personnes dont une bonne proportion d'immigrés. C'était le reflet de cette maturation, particulièrement sensible chez les travailleurs tunisiens.

Devant cette résistance imprévue, le gouvernement commença par des concessions locales. Il sortit une loi platonique contre les négriers dont il avait toujours protégé les activités. Puis, acculé, le gouvernement céda un peu plus : tous les immigrés entrés en France avant le 1er juin 73 avaient jusqu'au 30 septembre pour régulariser leur situation. Gorse reculait sur les cas immédiats, sans rien changer à sa politique sur le fond.

## LA REVOLTE DES ESCI AVES

Le printemps 73 marqua également une date dans les luttes des travailleurs immigrés : les 400 ouvriers des presses de Renault-Billancourt paralysant toute la Régie posèrent de façon fracassante le problème des O.S. ; ils montrèrent non seulement comment les immigrés étaient capables de s'organiser et de conduire leur lutte, mais aussi le poids que leur donnait leur place dans la production.

La presse patronale ne cacha pas son inquiétude : Renault, Zimmerfer, Brissoneau... Les calculs des capitalistes sur la docilité de la main-d'œuvre

immigrée tombaient à l'eau. Pire : quand les O.S. s'arrêtaient, c'était toute l'usine qui était à terme menacée de paralysie. Le capital était soucieux...

## DES DIVISIONS DANS LA CLASSE OUVRIERE

Mais les luttes des travailleurs immigrés n'ont pas été suivies et comprises dans toute la classe ouvrière. Dans les couches de travailleurs les plus arriérées, les plus gangrenées par l'esprit corporatiste, on assista à des réactions hostiles qui éclatèrent à partir des divisions catégorielles. A Renault Billancourt, des O.P., mis en chômage technique par l'intransigeance de la direction pendant la grève des O.S., ne comprenaient pas la revendication du PIF et craignaient de voir se restreindre l'écart entre les différentes qualifications. Ces réactions se teintèrent souvent de racisme. A Flins, des altercations entre français et immigrés s'étaient produites avant la grève. A Pantin-Noisy, on retrouve dans une lutte récente les mêmes difficultés entre manutentionnaires immigrés de l'entreprise Brunelle et les travailleurs de la SNCF, français pour la plupart. Là où le travail se fait rare, les sirènes xénophobes trouvent plus d'écho chez certains travailleurs.

## DES PETITS-BOURGEOIS EN COLERE ...

Dans la petite-bourgeoisie, on n'a pas assisté à un raz-de-marée de haine raciale. Mais, chez certains commerçants en particulier, une extrême-droite d'ordinaire passive et ronchonne a com-

ASSE

8 heures, biles m'ont nouveau mes assés les me- à me pied et de briquet, ils

un autre de brûlé, il en consul de re part, les plusieurs de les portes et tre. Soit ils ades, soit ils s que l'un s sur leur in- elle on doit frappe à et reste à

Ali M... rier tunisien (24 ans)



photo APL

### PAS LE DROIT DE TOUT LIRE

● Un Français a théoriquement le droit de lire et de posséder des livres et des journaux en vente libre dans les kiosques et les librairies. Pas un travailleur immigré. L'Etat veille sur ses lectures et son train de vie.

Larbi Boudjenana, ouvrier algérien, est menacé d'expulsion parce qu'il détenait des « documents gauchistes » : La Cause du Peuple, Politique-Hebdo, Fedai, une collection d'Historia sur la guerre d'Algérie et le livre « Les frères de Soledad ».

Circonstance aggravante, les policiers lui trouvent un « train de vie » incompatible avec celui d'un travailleur algérien : un poste de radio, un électrophone et quelques disques, un magnéto. Face à une telle opulence, on pourrait facilement être traité de voleur...

Répression abjecte. Inquisition mentale. Les mots sont encore trop faibles.

# IFOP pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages

■ La campagne d'intoxication anti-immigrés ne connaît pas de trêve. L'IFOP vient aujourd'hui prendre le relais d'Ordre Nouveau. La recette est simple : on matraque l'opinion publique avec un questionnaire sur les immigrés particulièrement traumatisant. On analyse scientifiquement les résultats et on découvre... que le bon peuple a mauvaise opinion des immigrés et qu'il ne serait pas mauvais d'instaurer un sévère numerus clausus...

La manipulation consiste en ceci : on étale en 29 « questions » tous les mythes les plus tenaces et les plus répugnants de la sagesse des nations concernant les travailleurs immigrés. Et on somme le bon public qui, chaque jour, baigne dans cette vase, de se prononcer pour ou contre : les immigrés sont-ils vicieux, sales, culottés, oui ou non ?

A votre avis, que faut-il contrôler surtout à l'entrée des travailleurs étrangers en France ?

- leur nombre
- leur état de santé
- leurs connaissances professionnelles
- leurs opinions politiques

C'est donc qu'il faut contrôler, et comment !

Ou encore :

\* Voici un certain nombre de phrases que l'on entend à propos des travailleurs étrangers. Pour chacune d'elle, pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord ?

- Il vaudrait mieux limiter leur nombre et s'occuper vraiment de ceux qui viennent

- S'ils ne sont pas contents, qu'ils retournent dans leur pays

- Il faut aider les travailleurs étrangers à trouver leur place dans la société française

- Il faut les supporter avec leurs défauts puisque nous en avons besoin

- Il faut les aider à acquérir une formation professionnelle

- Il vaudrait mieux les remplacer par des machines

- Il vaudrait mieux les remplacer par des Français

Bref, tout est dans ce ton. Tout ce qu'on demande aux heureux élus qu'on interviewe, c'est de déguerjiter docilement la boue que France Soir, l'Aurore ou Minute instillent jour après jour...

Les sondages intoxiquent !

Dénonçons la campagne anti-immigrés du pouvoir et de ses valets !

mencé à s'activer contre le développement des luttes de travailleurs immigrés. Les lecteurs de Minute s'agitent... C'est pourquoi des incidents se sont multipliés, pouvant aller jusqu'au saccage de cafés arabes et même jusqu'à de véritables pogroms comme à Grasse, avec la complicité des autorités locales.

### ...AUX SORTIES ANTI-ARABES DE LA POLICE

Ces tensions ne pouvaient pas manquer de se refléter au sein même des forces de répression bourgeoises. Dès le début des années 60, la police française s'est illustrée en « cassant du bougnoul ». Aujourd'hui, le temps n'est plus où les corps de travailleurs algériens étaient jetés dans la Seine. Mais la tradition est restée. Il suffit de peu de choses pour la faire réapparaître : survient l'affaire du pétrole algérien et les ratonnades ressurgissent. S'amorce une campagne anti-immigrés d'Ordre Nouveau et les soi-disant forces de l'ordre, travaillées au corps par des syndicats fascistes comme le SIPN ou le SPPN, se retrouvent égales à elles-mêmes : l'injure raciste à la bouche, la brimade facile, la matraque agile.

La poussée de racisme et de répression anti-immigrés qui se manifeste aujourd'hui n'est pas le produit direct de la situation économique (flambée du chômage) ou d'événements politiques (pétrole, guerre des six jours). Elle traduit plutôt la réaction aux luttes des immigrés elles-mêmes de certains secteurs de la population manipulés par l'extrême-droite et dans une frange limitée de la classe ouvrière.

### LES CARTES D'ORDRE NOUVEAU

C'est dans ce contexte que s'est engagée la campagne d'Ordre Nouveau. Prenant appui sur une certaine sensibilité, elle allait essayer de mettre deux atouts dans son jeu : la politique du gouvernement et l'ambiguïté des positions du PCF.

La politique du gouvernement tout d'abord. Le terme puant d'« immigration sauvage » n'est pas une invention des nazillons d'Ordre Nouveau, il est directement emprunté au vocabulaire gouvernemental. C'est Gorse lui-même, auteur de propositions paraît-il apaisantes, qui disait dans une circulaire récente aux préfets et directeurs régionaux du travail : « il ne saurait plus être question désormais de tolérer la persistance d'une immigration anarchique et sauvage (sic). Des à présent des dispositions seront prises en vue de rétablir le contrôle de l'Etat sur l'immigration et d'assurer un strict respect de la réglementation en vigueur ».

Les ambiguïtés de la politique du PCF. Le PCF est depuis longtemps favorable à un contrôle de l'Etat sur l'immigration par l'intermédiaire de l'O.N.I. ; mais « contrôle de l'Etat », cela signifie concrètement renforcement de l'emprise de l'Etat bourgeois et de ses flics sur les immigrés. Cela peut même signifier refoulement de la main-d'œuvre entrée clandestinement, comme Croizat l'avait fait avec des immigrés italiens au lendemain de la 2ème guerre mondiale quand le PCF était au gouvernement. Cela peut vouloir dire limitation de l'immigration à un certain

pourcentage et ventilation des surplus (L'Humanité du 10 juillet 73 se pose gravement la question : « les sociologues ne disent-ils pas qu'à partir de 17 % le seuil d'incitation au racisme est franchi ? » !!!). On comprend dans ces conditions que le PCF, lent à condamner la circulaire Fontanet, méfiant devant les grèves de la faim d'immigrés, n'ait passé qu'un encart minuscule pour protester contre la campagne d'Ordre Nouveau... avant le meeting.

### UN PAVE DANS LA MARE

La contre-manifestation du 21 a eu au moins le mérite de jeter un pavé dans la mare : elle démasque les racistes malgré toutes leurs précautions de langage. Elle a contraint les réformistes à poser publiquement le problème. Même Messmer a reconnu à la télévision le caractère raciste et anti-sémite de la campagne déclenchée par Ordre Nouveau.

Mais si le problème fait la une des journaux, il est loin d'être résolu. Ces dernières semaines ont été marquées par une nette recrudescence de violences racistes et de mesures répressives contre les immigrés. A Ivry, un travailleur portugais a été tué. Les assassins courent toujours. A Fresnes, une petite fille de 8 ans est morte après la visite de deux policiers. C'est son père qui l'a battue, ont-ils affirmé...

C'est la tâche de tous les militants révolutionnaires de combattre le racisme sous toutes ses formes.

F.L.

### INTERROGATOIRE



□ Elle s'appelait Malika. Elle avait 8 ans. Vivre à Fresnes, dans une cité de transit, c'est dur. La police est toujours est là pour surveiller les immigrés.

Le 24 juin 1973, à 10 heures du matin, deux policiers sont entrés dans la maison de Malika. Ils cherchent son frère qui a 14 ans. Pas là ? Alors, c'est à Malika, 8 ans, qu'ils s'en prennent : après l'avoir giflée devant ses parents, ils l'interrogent seule dans une chambre pendant un quart d'heure. A la sortie de son interrogatoire, la gosse a perdu connaissance. Les flics sont partis sans s'occuper de rien... Transportée à l'hôpital, Malika n'est plus jamais sortie du coma. Elle est morte le 28 juin au matin.

# GENDARMES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ?

« Vous êtes les garants des libertés individuelles face aux menaces de minorités turbulentes et extrémistes (...)

Votre corps, en liaison avec l'armée et les forces de police, est l'un des plus sûrs garants de la solidité de l'édifice national »

Rebelote, il y a quelques semaines à peine, M. Galley, ministre des armées, assurait les officiers et sous-officiers de réserve qu'ils étaient le « dernier rempart de la société » contre... la subversion. Le 6 juillet, c'est devant un peloton de nouveaux gendarmes qu'il a fait la déclaration ci-dessus. M. Galley ne renouvelle ni son style, ni ses idées. Mais qui le lui demande ? Après les marées des mobilisations lycéennes et étudiantes, avec les grèves combattives menées aujourd'hui par la classe ouvrière, face à la montée du mécontentement dans toutes les couches de la société française et même à la dissidence de certains corps de l'Etat (police, magistrature...), le gouvernement de la droite mis en place après les élections serre les coudes et compte ses appuis.

A l'automne dernier, Pompidou appelait quasi officiellement à la rescousse du pouvoir les rescapés de la collaboration et de l'Algérie Française. Et son gouvernement, depuis quelques mois, n'a cessé de soutenir les initiatives du syndicat fasciste CFT.

Aujourd'hui, Galley prépare l'armée à la défense du régime. Le corps des officiers d'abord, et aujourd'hui la gendarmerie, sont rameutés et incités à la lutte contre les minorités turbulentes et extrémistes. Les militants révolutionnaires ? Bien sûr. Mais aussi les travailleurs de Lip ou de Fos. Mais aussi les travailleurs immigrés. Et la « solidité de l'édifice national », ce n'est rien d'autre que l'ordre bourgeois. En un mot : la répression.

Le document ci-joint, échappé aux archives de la gendarmerie, donne fort bien la tonalité : la police militaire brésilienne demande à bénéficier des conseils et des instructions de la gendarmerie française ; l'admiration que les « gorilles » de Rio de Janeiro portent aux pandores de France ne doit pas lasser d'inquiéter. Car les flics du Brésil se sont suffisamment illustrés dans le domaine de la répression la plus sauvage et des tortures pour que cette collaboration ne soit pas significative de l'état d'esprit de la gendarmerie française. Entraîner la police militaire du Brésil, c'est participer directement à la répression impérialiste en Amérique Latine. C'est être directement responsable de la mort et de la torture infligées aux militants révolutionnaires latino-américains : les militants ouvriers, les militants révolutionnaires en France ne se faisaient certes guère d'illusions sur le gouvernement Pompidou ; il est bon que des documents précis les confirment dans leur vision d'un gouvernement de marchands d'armes qui, après avoir pris sa place dans la solidarité internationale des flics, se prépare aujourd'hui à une répression dure en France même.

## DOCUMENT

CATEGORIE A  
LE MESSAGE QUI SUIT A ETE CHIFFRE EN CATEGORIE - A - DEMARQUAGE NON NECESSAIRE.

NR 6097/CH  
ROUTINE DIFFUSION RESTREINT

R 001320Z  
FM AMFRANCE RIO  
TO RTTAV/MINARMLLS PARIS  
INFO REFAX/DIRGEND PARIS  
DEFAR/GUERRE PARIS  
BT

DIFFUSION RESTREINTE NO. 74 POUR EMA/ORG/3 INDIRESA ET/WH  
ENAT/2 DIRECTION GENDARMERIE PARIS REFERENCEZ VOTRE LETTRE  
4/EMA/ORG DU 2 JANVIER OBJET: STAGE DANS UNITE GENDARMERIE STOP  
EPH/1 POLICE MILITAIRE ETAT MINAS GERAS DOIT DEUX OFFICIERS  
PH/19 JAR SUIVANTS ECOLE GENDARMERIE DELIB/1 DIRGEND (TERR/1)  
L'AGE/1 DANS UNITE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE ET GENDARMERIE MOBILE  
ORGANISES DANS CONDITIONS PRECISEES PAR LETTRE DE REFERENCE STOP  
LES STAGIAIRES AU NOMBRE D'UNE DIZAINE AU MINIMUM SERAIENT DU  
GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL OU COLONEL ET CONSTITUERAIENT A LEUR  
RETOUR AU BRÉSIL UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DE METTRE AU POINT  
UN PROJET DE REORGANISATION DE LA POLICE MILITAIRE.

SECURIDQ: LA MEME POLICE MILITAIRE DESIRERAIT EGALEMENT ENVOYER  
DES SOUS OFFICIERS DANS DES UNITES DE LA GENDARMERIE STOP ETANT  
DONNE NIVEAU GENERAL DE DES SOUS OFFICIERS NETTEMENT INFÉRIEUR  
A CELUI DE NOS GENDARMES CES STAGES DEVIENNT AVOIR UN ASPECT  
ESSENTIELLEMENT PRATIQUE STOP VOUS DEMANDE ME DONNER DES QUE  
POSSIBLE ELEMENTS DE REPONSE EN ME PRECISANT EPOQUE POSSIBLE.  
BT

DIFFUSION : MINORITES/CAR/MIL - EMA/ADJT - EMA/ORG - EMA/REN -  
EMA/DIRI -  
SERVI : DIRGEND -

## Ce que fait la police brésilienne

Le témoignage qui suit est extrait d'une lettre des prisonniers du pénitencier de Minas Gerais, secteur d'où viennent les policiers appelés à faire des stages en France. Il raconte les « cours » que suivent là-bas ces policiers.  
(publiée dans « La violence militaire au Brésil », Editions Maspéro).

Le 8 octobre, dans le cadre de l'instruction de cent sergents des trois armes, eut lieu un interrogatoire. On commença par torturer Mauricio pour voir si la magnéto « marchait bien » (caporal Mendonça dixit). Vers 16 heures, les prisonniers Mauricio de Paiva, Angelo Pezzuti, Murilo Pinto, Pedro Paulo Bretas, Alfonso Celso Lara, Julio Antonio, Iraní Campos (ex-P.M. de la G.B.) et un autre prisonnier dit Zezinho furent amenés à la salle de cours. Dévêtus, ils entreèrent dans la salle où le lieutenant Haylton commentait les diapositives sur les divers types de tortures, leurs caractéristiques et leurs effets, tandis que les sergents Andrade, Oliviera, Rossoni, et Rangeli, aidés des caporaux Mendonça et Povoreli et du soldat Marcelino, torturaient les prisonniers devant les cent militaires. Mauricio fut électrocuté, Bretas eut les doigts passés à l'étoupe, Murilo marcha sur les boîtes de conserve tranchantes, Zezinho fut pendu au pau-de-ara, l'ancien P.M. fut bastonné, tandis que Nilo, les bras en croix et sur un pied, devait porter des briques. En cet endroit, les prisonniers, quand ils n'étaient pas torturés, entendaient sans trêve les cris des suppliciés jour et nuit ; ils apprirent à reconnaître le genre de torture qui était appliqué d'après les hurlements.

## Gendarmerie : la toile

Née au début de la formation de l'Etat en France il y a 7 ou 8 siècles, la gendarmerie nationale a survécu à tous les régimes, à toutes les institutions, à toutes les crises. Mais c'est avec Napoléon Ier qu'elle a connu son plus grand développement, et sa définition la plus juste :

« C'est une organisation à part qui n'existe dans aucun pays d'Europe... C'est la manière la plus efficace de maintenir la tranquillité... une surveillance moitié civile, moitié militaire, répandue sur toute la surface du pays qui donne les rapports les plus précis... il faut des détachements stationnaires qui apprennent à connaître les localités et les individus... »

Précisons : « C'est un corps de militaires de carrière, fortement hiérarchisé et discipliné dont les missions consistent à veiller à la sécurité publique et à assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ». Traduisons : c'est un corps d'armée répandu sur tout le territoire et destiné à être l'ossature de l'Etat bourgeois.

Question : pourquoi, à côté de la police qui relève du ministère de l'Intérieur, cette seconde police aux tâches multiples relevant de plusieurs ministères, dont principalement celui des armées ? La réponse est simple : la bourgeoisie a toujours eu peur de concentrer toutes les forces de répression en une seule main, et a préféré répartir ses armes par peur de ses propres dirigeants. Ainsi, la gendarmerie, à l'origine, a-t-elle été chargée avant tout de la surveillance du monde rural. A la police, les villes ! Les campagnes sont encadrées par 3 600 brigades aux missions diverses : maintien de l'ordre, police judiciaire, police administrative, renseignements, application de la loi, etc... Cela a permis à la gendarmerie « blanche » de tisser sur le pays une véritable toile d'araignée répressive, et au pandore de canton de baigner dans la population comme un poisson dans l'eau.

Mais avec le développement de la société industrielle, la gendarmerie natio-



Avec Pandore, votre société sera plus propre :

« Avoir le sens du service de l'Etat et chaque jour s'appliquer à le vivre deviennent aujourd'hui choses rares, alors que les maladies de ce siècle pourraient nous réserver demain une société corrompue, une civilisation en miettes. N'en doutez pas, pour beaucoup de jeunes officiers, la raison profonde de leur entrée dans la gendarmerie, c'est le service exigeant, inconfortable et ingrat qui requiert intelligence, culture, probité, courage et humanité, le service de l'Etat. »

Aussi sec : c'est ce que déclarait M. Claude Périer, directeur de la gendarmerie, lors d'un baptême de promotion de gendarmes, en 72..

## L'araignée du pouvoir

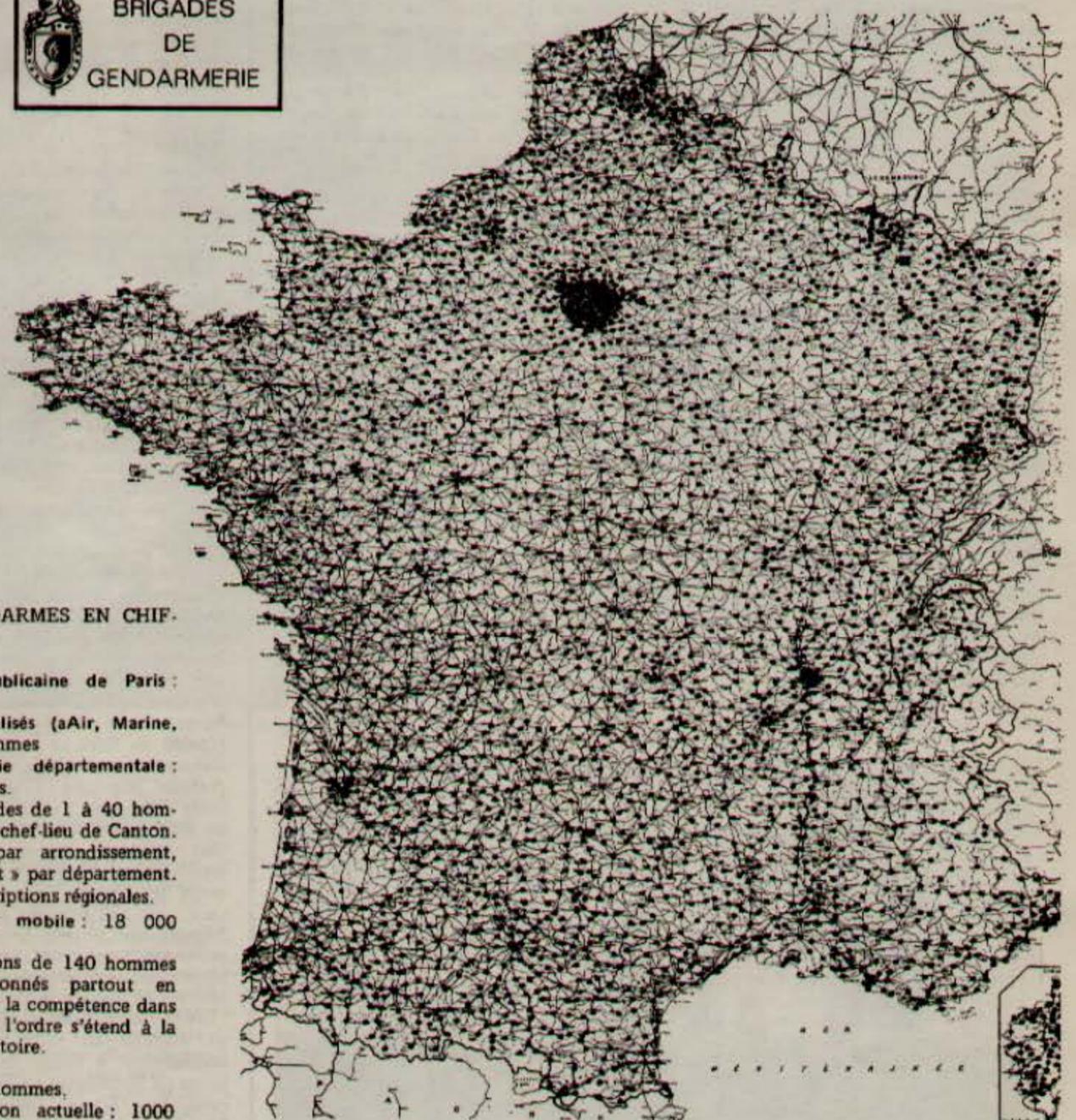
nale a dû se reconvertir. La surveillance des routes a pris une importance considérable, certes, et celle des plages et celle des lieux d'alpinisme. Mais la surveillance des routes n'est pas seulement la lutte contre les accidents : c'est aussi contrôler la circulation des individus, de ville à ville et des villes vers la campagne, que ces individus soient des malfaiteurs ou des révolutionnaires. De plus, la gendarmerie s'implante aujourd'hui dans les banlieues, dans la banlieue parisienne en particulier, où elle commence l'ilotage déjà inauguré par la police.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, les services de renseignements de la gendarmerie se sont modernisés et multipliés. Au village, le gendarme sait tout. Son chef centralise et le chef du chef centralise aussi. A la fois verticalement (vers Paris) et horizontalement (de département à département). Ainsi, à chaque région militaire (il y en a 7) correspond un *Centre de Rapprochement des Renseignements Judiciaires* où tous les renseignements, microfilmés, sont disponibles en quelques minutes. Aucun déplacement, aucune activité n'échappe ainsi aux gendarmes.

Ajoutons à cela que la gendarmerie « rouge » (mobile) est un des meilleurs éléments de maintien de l'ordre dont dispose le pouvoir bourgeois : son entraînement est supérieur, sa mobilité exemplaire, son armement moderne et imposant, son sang-froid apprécié (par rapport à celui de la police bien entendu).

Aussi a-t-on pu dire que la gendarmerie, véritable corps militaire dans l'Etat, est, après l'armée de terre, la marine et l'aviation, la 4<sup>ème</sup> armée du pouvoir, celle dont le rôle est d'encadrer, de tenir, de maintenir la population. C'est une arme efficace et dangereuse. La bourgeoisie saura s'en servir quand il le faudra.

F. Lailleton



### LES GENDARMES EN CHIFFRES

\* Garde Républicaine de Paris : 3000 hommes

\* Corps spécialisés (aAir, Marine, etc) : 5000 hommes

\* Gendarmerie départementale : 42 000 hommes.

3 600 brigades de 1 à 40 hommes à chaque chef-lieu de Canton. 1 compagnie par arrondissement, 1 « groupement » par département. Et 21 circonscriptions régionales.

\* Gendarmerie mobile : 18 000 hommes.

125 escadrons de 140 hommes environ, stationnés partout en France et dont la compétence dans le maintien de l'ordre s'étend à la totalité du territoire.

Total : 68 000 hommes.  
augmentation actuelle : 1000 par an.

les brigades de gendarmerie en France : une toile d'araignée quasiment unique au monde ...

# témoignage d'un engagé

« Rouge » a nettement pris position en faveur d'un travail systématique au sein de l'armée. Mais c'est la tâche de tous les militants anti-militaristes de soutenir ceux qui — appelés, engagés, déserteurs, insoumis — sont victimes de la répression militaire. C'est pourquoi, nous publions ici le témoignage d'un engagé devenu déserteur, qui nous est transmis par le Comité de Soutien aux objecteurs de conscience de Besançon :

Je vais vous faire ce témoignage, non pas pour que vous vous apitoyiez sur mon sort, mais pour vous montrer par quels moyens le pouvoir se procure des engagés.

Je suis d'un niveau social extrêmement bas, né d'une famille de dix enfants. Mon père est ouvrier dans une laiterie. Nous habitons dans une seule pièce, le père, la mère et les dix enfants ; le sol est en terre battue. A l'âge de quinze ans et demi, j'étais en classe de 3ème. Mon père m'a dit, et je le comprends, que lorsque j'aurais mon BEPC, je devrais quitter l'école faute de moyens financiers. Un retraité de l'armée, et ils étaient nombreux dans mon petit village de Bretagne, m'a conseillé d'aller dans une école militaire. J'aurais pu, soit disant, y continuer mes études et y apprendre un métier. Voyant que c'était la seule solution qui s'offrait à moi, le 3 mars 1969 je me suis retrouvé à l'École des Apprentis Mécaniciens de la Flotte à Saint Mandrier, à côté de Toulon. On y faisait bien de la mécanique, mais des études, point. A ce moment, je n'y faisais pas trop attention ; j'étais jeune, ce qui fait que le jour de mes 16 ans, j'ai, avec l'accord de mes parents, signé un engagement proprement dit. Au mois d'octobre 1969, je suis victime d'une dépression nerveuse due au surmenage. Ce qui fait que le 17 décembre de la même année, j'ai été mis à la porte de l'école militaire.

J'étais complètement désorienté. J'ai demandé à entrer dans un centre de FPA. J'y suis entré pour faire un stage de charpentier métallique. Oh ! Ça marchait bien, mais voilà que j'ai un accident aux yeux. Quand je suis sorti de l'hôpital, le stage était fini. Je me suis donc retrouvé, une fois de plus, dans la rue.

Ne sachant que faire, et voyant que j'étais une charge pour mes parents, je me

suis à nouveau dirigé au CDA (Centre de Documentation et d'Accueil) de Vannes où l'on me conseilla un engagement, me promettant une prime mirobolante. Et moi, que voulez-vous, j'étais jeune et je croyais encore au père Noël.

Je me suis retrouvé le 5 octobre au centre d'instruction des troupes marines. Je ne vous parlerai pas de mon séjour à Fréjus, car je n'avais pas encore les yeux ouverts. Mais le 16 juin 1971, je suis parti au Tchad. Il ne m'a pas fallu longtemps pour ouvrir les yeux et être écœuré par l'attitude du pouvoir en vigueur là-bas et des militaires français. Une politique qui vise à l'extermination pure et simple d'une race. C'est franchement écœurant. J'ai quitté le Tchad le 14 juin 1972. J'ai été en permission jusqu'au 13 août 1972. J'ai fait alors une demande de résiliation de contrat qui m'a été refusée. J'ai donc déserté une première fois du 24 décembre 1972 au 10 janvier 1973. J'ai été repris, on m'a foutu en prison. J'en suis ressorti le 15 janvier. Le soir même, je repartais. J'étais repris le lendemain matin. Evidemment, je retournai en prison. Là on me convoque devant un commandant qui m'interroge sur les motifs de mon refus. Je lui raconte tout : mon exaspération, ma lassitude de voir tout cet endoctrinement. Ce qui fait que je me suis retrouvé en prison. Le 25 février, je sors de prison, car mon régiment part au Larzac (pour les élections). Le 28 février, je déserte.

Depuis ce jour là, je cours la France, je rencontre des amis qui veulent bien m'aider. Mais combien de temps cela va-t-il durer ? Et quand je serai repris, que se passera-t-il ? Je serai enfermé sans aucune possibilité de me faire connaître. Il y en a tellement dans les prisons militaires. Aidez-les.

X.



Photo Gamma

## Madagascar

### les basses besognes du néo-colonialisme

Manandafy : 2 ans, 6 de ses camarades : 6 mois

Le caractère disproportionné de ces condamnations apparaît nettement si on envisage l'inconsistance des motifs d'inculpation : Manandafy et ses camarades ont été emprisonnés préventivement pour avoir appelé à manifester le 13 mai 1973 dans les rues de Tananarive.

La manifestation prévue visait à commémorer le 1er anniversaire du mouvement de masse de mai 1972 qui a permis le renversement du fantoche Tsiranana. Un an après, les généraux Ramanantsoa et consorts qui ont confisqué le pouvoir aux représentants du mouvement de masse alors organisés dans les comités du KIM frappent l'avant-garde malgache. Par contre comme l'ont rappelé les accusés lors de la première audience du procès : « les responsables de la tuerie du 13 mai 1972 n'ont pas été arrêtés, Tsiranana est toujours en liberté ».

Malgré les protestations de diverses organisations et une intense campagne d'explication politique, Manandafy a donc été condamné, cependant, le MFM et les organisations sœurs ZAM, ZOAM, FMTZ continuent leur action de dénonciation des paravents du néo-colonialisme. Derrière une phraséologie démagogique et des gestes spectaculaires comme la sortie de la zone franc ou l'obtention du départ des troupes françaises, le gouvernement de Ramanantsoa entend mener une politique qui maintienne Madagascar dans l'orbite impérialiste. Peut-être s'agira-t-il simplement d'introduire une once de concurrence internationale pour accroître les miettes destinées à la bourgeoisie malgache. La politique répressive que mène aujourd'hui le pouvoir malgache vise à rassurer la bourgeoisie locale et internationale : à l'impérialisme français, Ramanantsoa vise à expliquer qu'il est capable de faire sa propre police, qu'il n'entend pas se faire déborder par la pression populaire. D'ailleurs l'impérialisme français ne s'y trompe pas, il garde de sérieux atouts économiques et sur le plan militaire, les nouveaux accords franco-malgaches ne remettent pas en cause les accords de coopération militaire : les 180 officiers et sous-officiers français qui servent dans l'armée malgache restent en place. Le matériel et les techniciens restent français, le droit d'escale est reconnu à la flotte française de l'Océan Indien. C'est pourquoi, Bigeard a pu affirmer au micro d'Europe No 1, commentant le départ des troupes françaises de Madagascar : « La stratégie française dans l'Océan Indien ne sera pas bouleversée. Nous allons transférer nos forces de Madagascar en grande partie à La Réunion. Pour nous, cela ne change pas grand chose. Ainsi, rassuré sur l'évolution du régime, malgré des intérêts écono-

miques considérables, l'impérialisme français évacue ses bases de Madagascar le cœur léger.

#### LA « LARZACISATION » DE LA REUNION

Pour les militants révolutionnaires, le départ des troupes françaises vers La Réunion impose de nouvelles tâches : la lutte contre la « larzacisation » de l'île de Debré est à l'ordre du jour. A la présence de l'armée française va bientôt s'ajouter celle d'une base américaine de type Omega, destinée au radio-guidage des sous-marins atomiques.

Quant aux troupes françaises, leur nombre passera de 3000 à 6000 hommes, pour une population de 470 000 habitants. Contre cette implantation massive de la soldatesque, la lutte s'organise : le comité réunionnais pour l'autodétermination, composé du PC réunionnais, de la CGTR, du FJAR, de Témoignage Chrétien de la Réunion, de l'UFR entend mener une campagne contre l'installation des nouvelles bases. Il fait appel à la solidarité et à l'aide des organisations et de l'opinion publique françaises.

POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE MANANDAFY  
POUR LE DEPART DES TROUPES FRANCAISES DE L'OCEAN INDIEN  
CONTRE LA LARZACISATION DE LA REUNION.  
LE COMBAT CONTINUE.

C.L.

#### MADAGASCAR ET LA REUNION : L'HERITAGE DE BIGEARD

● Au moment où Bigeard arrive à Paris, la dissolution et la répression contre la Ligue Communiste, l'incarcération d'Alain Krivine et Pierre Rousset ne doivent pas faire oublier aux militants révolutionnaires français leur devoir de solidarité internationale vis-à-vis des camarades de l'extrême-gauche malgache, frappés eux aussi par la répression.

Le 4 juillet, Manandafy Rakotonirina, principal dirigeant du MFM a été condamné à deux ans de prison ferme, six de ses camarades à 6 mois fermes et la plupart des 63 co-accusés du procès du 13 mai à des peines de prison avec sursis.



Photo Gamma

# DETOURNEMENT DE SOLEIL

« La liberté dans la culture a sa limite interne dans la nécessité de dégager et de maintenir dans l'organisme une force de travail, de le transformer d'un sujet-objet de plaisir en un sujet-objet de travail. Tel est le contenu social de la victoire du principe de réalité sur le principe de plaisir ».

H. Marcuse

**M**ollement affaissé sous un parasol, le peuple suit au transistor les exploits d'Ocana. Thévenet, Guimard, Poulidor, les Français... bah, courageux, mais ils n'ont pas la classe. Et les soirs de juillet tombent sur les plages puantes, les caravanes entassées comme des bidonvilles, tandis que résonne dans les pastis le tintement de dix millions de glaçons... Vision apaisante pour ceux qui gouvernent, les vacances ont vidé les villes et rempli les esprits de paresse. Merci soleil !

Dans aucun autre pays capitaliste avancé le rush vacancier n'est aussi soudain (peu étalé), massif, qu'en France. Ni les Etats-Unis, ni l'Angleterre et bien sûr pas le Japon ne connaissent les quatre semaines de congés payés. Si la classe ouvrière française travaille plus, en termes d'horaires hebdomadaires, elle est soumise à une rupture estivale plus franche et plus prolongée. Faut-il voir là un lointain prolongement du jugement de Marx : « la France est un pays où les formes de la lutte de classe sont poussées plus loin que dans aucun autre » ? ...

Les vacances, une forme de la lutte des classes ? Pas exactement. Il s'agit d'une gigantesque opération économique-politique dont la bourgeoisie tire les ficelles. Economique : les vacances permettent le renouvellement de la force de travail ; incidemment, elles ont provoqué l'apparition d'une branche d'activité nouvelle : l'industrie du tourisme. Politique : les vacances sont le lieu d'une profonde et cyclique entreprise de dépolitisation, le lieu privilégié aussi où faire passer dans les masses tout un système idéologique articulé sur la valorisation du bonheur à dates fixes et prévues, de la consommation effrénée, du repos bien mérité et de l'exotisme frelaté.

Un gigantesque mirage, miroir aux alouettes, d'autant plus dangereux et d'une signification ambiguë qu'il fut à l'origine l'enjeu d'une bataille acharnée entre le prolétariat et la classe dominante. Avec la bataille pour les salaires, la bataille pour l'extension du temps libre fut dès le XIX<sup>ème</sup> siècle menée par la classe ouvrière.

## LA CONQUÊTE DU TEMPS LIBRE

Dans *Le Capital*, Marx, examinant les mécanismes de pompage de la plus-value absolue et relative, explique que la bourgeoisie aurait fait travailler les ouvriers 24 heures sur 24 si elle ne s'était trouvée face à des contraintes physiologiques : l'épuisement musculaire des salariés. Grâce à son organisation, à ses luttes, la classe ouvrière émergea peu à peu de l'enfer :

- diminution de la journée de travail (objectif des 8 heures par exemple)
- jour hebdomadaire de repos, puis réduction de la durée hebdomadaire (les 40 heures)
- obtention de vacances payées (généralisées seulement par le Front Populaire).

Par suite de modifications structurelles de l'économie capitaliste, ses revendications se trouvèrent converger avec certains intérêts du patronat (sans toutefois se confondre avec eux) :

- l'apparition de nouvelles technologies exigeant un personnel qualifié, la

nécessité de la prolongation de la scolarité, des études supérieures, la nécessité de la recherche scientifique et du recyclage, poussent la bourgeoisie à accorder plus de temps libre ;

- l'organisation rationalisée du travail introduit la dichotomie temps de travail / temps libre, sous forme de roulement (trois-huit, travail par équipes...);

Enfin, le développement des forces productives, augmentant la production, fournit la base objective de la réduction du temps de travail.

Depuis la deuxième guerre, les experts occidentaux du « calcul économique » sont au travail. Leur objectif : optimiser l'équilibre temps de travail/temps libre. Au niveau des entreprises, la tendance est générale : vers la journée continue, le week-end de trois jours, l'allongement des congés payés. Au niveau macro-économique, le système tente de rationaliser les départs (étalements). La finalité de ces « optimisations » reste l'augmentation du rendement, en tenant compte des nouvelles conditions de la production. L'épuisement au travail n'est plus tant dû à l'usure musculaire qu'à l'usure nerveuse, produit des agressions conjuguées de la vie urbaine et de la civilisation technicienne : encombrements, pollution, transports en commun, stimulations publicitaires terroristes, dépersonnalisation (CF. les thèses de Deleuze et Guattari sur les relations entre capitalisme et schizophrénie).

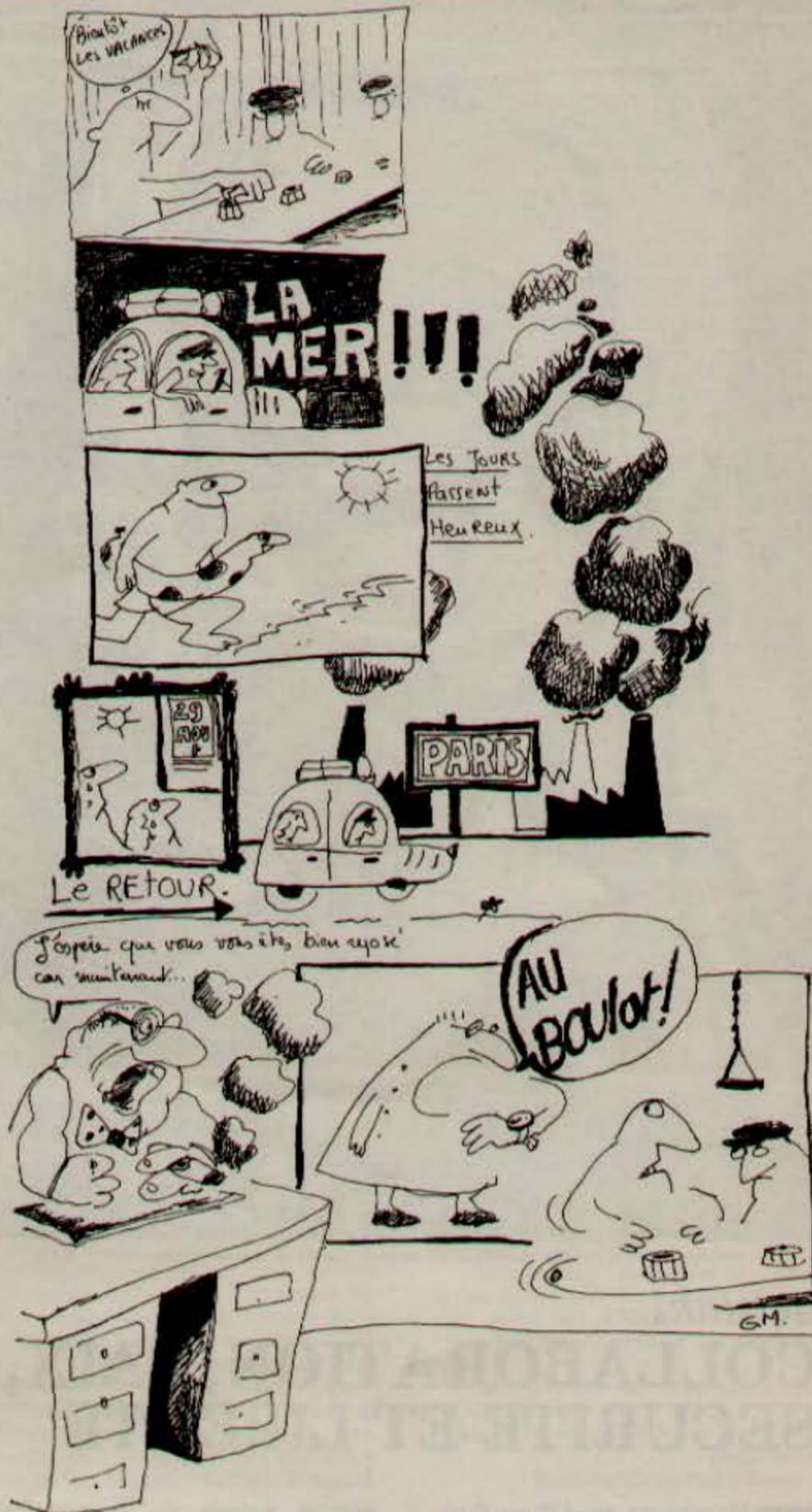
Le phénomène est désormais bien connu : la destruction nerveuse a trouvé son expression politique : le *ras-le-bol*. N'y revenons pas. Mais concluons : les vacances sont de plus en plus évidemment une condition de l'équilibre politique du système. Utilisation du moment des vacances pour la décompression psychique des individus. Utilisation de l'attente des vacances pour dorer l'épuisante pilule des onze mois d'abrutissement.

## DU TEMPS LIBRE AU LOISIR ALIENÉ

Le vécu des vacances (et du « temps libre » en général) est pour la bourgeoisie le lieu d'une monstrueuse perversion des aspirations. Cette perversion consciente, planifiée et rentable a un nom : la « civilisation des loisirs ». Loisirs essentiellement conçus comme récupération, amélioration du potentiel physique et nerveux. On en arrive à cela : le loisir, encadré par le capitalisme, n'est plus assimilable à du *temps libre*, mais à une nouvelle forme de travail. Pierre Naville (*De l'aliénation à la jouissance*) écrit : le loisir est « orienté, surtout lorsqu'il est pratiqué en masse et par l'intermédiaire de ces mass media que sont les stades, les postes de radio et les écrans, vers la préparation au travail, vers la récupération des forces et du minimum d'équilibre indispensable à la bonne exécution du travail. Le repos n'est que le maigre prix de l'épuisement et la promesse d'une prochaine tension ».

L'appareil idéologique, économique et bureaucratique de la bourgeoisie est donc mobilisé pour déverser de la distraction dans les créneaux du temps libre :

- voyages organisés où chaque minute est occupée, Club Méditerranée et déri-



vés où se consomment du Mozart, du karaté, du bonheur sexuel extra-conjugal, de la voile, micro-sociétés faussement enjouées qui jouent le jeu de la libération par rapport à l'argent (tout est payé d'avance). « Tout se passe comme si les vacances permettaient à l'individu de régresser à l'état d'enfant. Le club, c'est la mère nourricière. On passe d'une aliénation à une autre » (Alain Laurent, auteur d'un livre récent « Libérer les vacances ? »).

- l'idéologie du bonheur (oui, vous aussi c'est possible, pourquoi pas ?) dégouline des prospectus, des numéros de juin des magazines à grand tirage, des affiches du métro. Le monde clos des loisirs, sphère à l'écart des réalités politiques, où se relâchent les interdits. Oubliez que l'Espagne est franquiste, tutoyez le PDG partenaire à la pétanque, l'aventure enfin (la rencontre imprévue). La nudité des maillots de bain entr'ouvre le paradis de la liberté pulsionnelle, il suffit d'un coup de bronzage pour se croire Don Juan,

- la désillusion, il est vrai, revient le plus souvent au galop : la société répressive a mis en place un réseau d'institutions de prise en charge : les gardiens de plage, le directeur du terrain de camping, les itinéraires balisés par les CRS. Et dans les campings, on s'engueule avec le voisin comme dans les grands ensembles. Et le schéma familial n'est pas mort, les femmes s'occupent des enfants tandis que l'homme jardine ou boit son pastis au bar.

Tout comme la vie du travail, les vacances sont colonisées par la technocratie, le profit et les rapports sociaux aliénants. Apparemment, ce n'est pas encore suffisant pour ces messieurs. Dans *La Doctrine des Sports*, essai publié par le ministère de la jeunesse et des sports, on lit ça : « le repos mérité des vacances ne doit pas

s'identifier à une inactivité paresseuse qui peut devenir malfaisante pour la jeunesse et qui de toute façon n'est souhaitable et bénéfique pour personne. Des loisirs actifs, raisonnablement dosés, sont nécessaires à une véritable détente physique et nerveuse ».

\*\*\*

« QUATRIÈME INTERNATIONALE » N° 7/8  
organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>ème</sup> Internationale  
paraît le 16 juillet  
72 pages 8 F

### \* Deux dossiers :

- 17 thèses de la LCR espagnole
- un maillon faible du capitalisme européen : la Grande-Bretagne et l'Irlande.

### \* Articles sur :

- le capitalisme français en 1972-73
- la Bretagne
- l'URSS : l'économie, l'opposition
- la social-démocratie européenne
- le Cambodge... etc...

\* Pour toute commande individuelle ou groupée écrire à la BP Rouge avec mention « Quatrième Internationale ». Cela facilitera notre travail de diffusion récemment ralenti par les premiers congés d'été.

\*\*\*



**FRANCAIS DORMEZ TRANQUILLE  
VOTRE FORCE DE FRAPPE VEILLE**

montage photographique réalisé par des engagés marins de la base de Mururoa

**helsinki**

**COLLABORATION, PAIX,  
SECURITE ET LIBERTE**

35 ministres des Affaires Etrangères représentant 35 gouvernements. Ordre du jour : la « sécurité » et la « coopération » en Europe : une messe diplomatique à laquelle ont participé non seulement les représentants des principaux gouvernements bourgeois, mais aussi des notables des pays de l'Est, venant donner une nouvelle illustration de la fameuse politique de « coexistence pacifique ».

L'Humanité présente la conférence comme un succès : « la détente a marqué de nouveaux points » ! Elle cite longuement les déclarations du représentant du Vatican sur « la nécessité de progresser vers une sécurité sans cesse plus authentique » !... Dans ce chœur de brigands en robe de bure, les représentants de la bourgeoisie française ont été un peu plus francs, un peu plus cyniques que les autres. Duclos s'indigne : « notre pays du fait du pouvoir actuel, est à la traîne de l'évolution pacifique du monde »...

« L'évolution pacifique du monde » ? !... Ainsi parle Duclos au moment où les luttes de classe se développent à une large échelle dans toute l'Europe, au moment où le gouvernement français vend des armes à la racaille fasciste de tous les continents, au moment où la France reconnaît et aide le régime fantôme de Saïgon, au moment où la police française rencontre la police franquiste, où l'armée anglaise s'entraîne en France avant d'être envoyée en Irlande etc...

De qui se moque-t-on ? Un tel langage ne peut servir qu'à développer les pires illusions dans la classe ouvrière, à démobiliser les travailleurs, pour sauvegarder les intérêts d'Etat de la bureaucratie soviétique.

Mais la palme revient sans conteste à la presse bourgeoise : Figaro, France-Soir, présentent cette conférence comme une

véritable croisade des gouvernements occidentaux contre l'URSS au nom de « la libre circulation des personnes et des idées ». Une impudence assez extraordinaire quand on connaît les mesures qu'ont prises les gouvernements occidentaux dans ce domaine, en France en particulier :

- la circulaire Fontanet restreint l'entrée en France des travailleurs immigrés et les soumet à l'arbitraire du contrôle policier

- Ernest Mandel, membre du secrétariat unifié de la IVème Internationale est interdit de séjour dans 5 pays d'Europe, dont la France en particulier. Livio Maitan, Tariq Ali, Charles-André Udry, également membres du SU, ne peuvent pas non plus passer légalement la frontière, parce qu'ils défendent des idées révolutionnaires.

- Cohn-Bendit, un des dirigeants du mouvement de Mai 68 est interdit de séjour, Santiago Carillo dirigeant du PC espagnol également, tout comme les dirigeants des mouvements de libération des colonies portugaises (MPLA, PAIGC, FRELIMO).

- le pasteur Berthier, citoyen suisse, responsable de la CIMADE à Marseille est menacé d'expulsion pour ses activités de soutien aux travailleurs immigrés.

- Philippe Tordjmann, militant de l'ex-Ligue Communiste, se voit interdire de quitter le département des Alpes-Maritimes et même de mettre les pieds dans un établissement scolaire de Nice, en raison de ses activités politiques

- l'UNIDAD, journal de la CGT en langue espagnole est interdit à la diffusion...  
« Libre circulation des idées et des personnes » qu'ils disaient !  
Plus le mensonge est gros...

F.L.

**LIP: une lutte  
de longue  
haleine**

Nous reproduisons ci-dessous deux articles extraits de « LA TAUPE ROUGE » distribuée sur l'usine Lip de Besançon le 9 juillet.

**TENIR JUSQU'A LA VICTOIRE**

Voilà bientôt deux mois que nous sommes entrés en lutte. Nous voulions ce qui nous attendait. Nous refusons les licenciements et le démantèlement. On nous a abreuvés de bavardage sur l'homme miracle anglo-américain, le trust machin-chose et compagnie, mais concrètement : RIEN.

Et que nous propose maintenant Charbonnel ? A peu de chose près ce à cause de quoi nous avons démarré la lutte. De qui se moque-t-on ?

Nous avons montré notre détermination, mais nous n'aimons pas qu'on se moque de nous. Ce sera peut-être long, mais nous tiendrons. Il est clair que ni le gouvernement, ni Ebauches ne sont prêts à satisfaire nos revendications. Ils tergiversent et attendent le bon moment pour casser notre lutte.

Il faut le comprendre : nous nous sommes passés des patrons et de leurs sous-fifres, nous avons vendu nos montres moins chères. Si en plus, nous étions victorieux, quel exemple pour tous les travailleurs de France et d'ailleurs ! Surtout après un printemps agité et vers un automne qui sera chaud. Les capitalistes risquent bientôt de n'être plus maîtres chez eux nulle part, et ça, ils ne le veulent à aucun prix.

Alors, ils attendent, mais ils peuvent attendre longtemps, nous ne laisserons pas faiblir la mobilisation, ni la popularité de notre lutte.

Nous ne sommes pas des commerçants capitalistes et le mouvement que nous poursuivons est porteur d'une grande espérance.

Le succès imprévisible de la vente des montres, nous a en fait, sans que nous le voulions transformés un peu en marchands. Nous n'expliquons pas assez le sens de notre lutte aux gens qui viennent à l'usine acheter des montres, on a tendance à parler plutôt choix, qualité, que grève, occupation, organisation de la lutte.

La production et la vente nous prennent du temps, beaucoup trop de temps que nous pourrions utiliser pour une part à la popularisation, à la discussion sur les

perspectives et les moyens de renforcer notre lutte, à la confection d'affiches, de tracts etc.

Nous avons maintenant en plus des congés payés assez d'argent pour payer près de deux mois de « salaires de survie » sans compter notre trésor de guerre non encore entamé, on peut tenir jusqu'en septembre. Ne pourrait-on pas maintenant ralentir la production et la vente ?

Nous libérerions ainsi des forces vives pour les débats, l'animation de notre grève, sa popularisation.

Et quand nous sommes à l'usine, le jour, de garde, la nuit, nous pourrions en profiter pour faire tout ce que nous n'avons pas le temps de faire quand nous travaillons : organiser des débats, regarder des films, écouter de la musique, lire, faire venir des chanteurs, des groupes de théâtre, etc... les idées ne manquent pas, le « moral » est important. Notre lutte, ce n'est ni le travail comme avant, ni les vacances.

**PREPARONS-NOUS A TENIR  
LONGTEMPS  
RENFORCONS L'UNITE  
ET LA MOBILISATION,  
ORGANISONS LE DEBAT :**

Si le tribunal de commerce ne se prononce pas cette fin de semaine, la lutte va entrer dans une phase de longue durée, pendant laquelle, il faudra absolument maintenir la mobilisation dans l'usine, sur la ville et la région. Tous les travailleurs qui ne sont pas en vacances doivent être présents et participer à l'élaboration des décisions, c'est le seul moyen d'éviter l'effritement qui menace.

Il faut multiplier l'information sur notre lutte dans les usines de Besançon et sur les lieux de tourisme de la région. Par des panneaux, des affiches, des inscriptions, sensibiliser les travailleurs de passage et les conduire à l'usine. S'appuyer pour cela sur les syndicats et les comités de soutien de la région (Besançon, Montbéliard, Dôle). LA LUTTE DOIT TROUVER SON SECOND SOUFFLE !

RESTONS VIGILANTS, ORGANISES ET UNIS.



Suite de la page 7

SUISSE

- a) le 30 juin, un numéro spécial « Brèche Rouge », organe d'action communiste et de la LMR est vendu massivement en Suisse romande et en Franche-Comté ;
- b) un communiqué exigeant l'abrogation de l'arrêté de dissolution de la L.C. et la libération de Krivine et Rousset est signé par :
  - le Parti Socialiste (Genève)
  - le Parti Socialiste (Valais)
  - le Parti Socialiste Autonome (Tessin)
- c) des distributions de tracts unitaires se font à Berne, Lausanne, Genève et Zurich,
- d) des manifestations devant l'ambassade et les consulats de France ont lieu à Zurich, Berne et Genève,
- e) le journal du Parti du Travail (PC) consacre trois articles à la dissolution et proteste.



organe de la Ligue communiste révolutionnaire (France) et hebdomadaire d'action communiste (France)

FRANCE:  
**LA LIGUE COMMUNISTE DISSOUE**  
la lutte continue  
solidarité

MEXIQUE

● 5 juillet  
L'ambassade de France à Mexico a été occupée par des militants de la section mexicaine de la IVème Internationale. Ils ont pu rester près de deux heures dans les bâtiments.

LIBAN

Le Groupe Communiste Révolutionnaire Libanais a distribué un tract de protestation dès le lendemain de la dissolution dont nous extrayons ce passage :  
« La décision du gouvernement français de dissoudre la Ligue Communiste après avoir autorisé la tenue du meeting raciste anti-arabe et antisémite et consacré ses forces à le protéger, est une preuve du fait que ce gouvernement - s'il sourit aux capitaux arabes et aux puits de pétrole - n'hésite pas à montrer ses crocs ouvertement face aux ouvriers arabes et à leurs protecteurs (...)  
A bas le décret de dissolution de la Ligue Communiste !  
Solidarisons-nous avec ceux qui n'ont pas hésité à se solidariser avec nos frères ouvriers ! »

U.S.A.

● A l'appel du Socialist Workers Party, des manifestations ont eu lieu devant le consulat de France à New-York et à Détroit

**ZENSHIN NC-JRCL**  
NATIONAL COMMITTEE OF JAPAN REVOLUTIONARY COMMUNIST LEAGUE  
2-62-9 Higashi-Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo.  
Tel. 964-8651 Cables: ZENSHINSYA TOKYO

JAPON

● Après l'action de la section japonaise contre l'ambassade de France à Tokyo, le télégramme suivant a été envoyé à Ernest Mandel :  
« Exprimons de tout cœur solidarité avec section française de la 4. Face à la répression gouvernementale souhaitons longue vie à la section française. Avons fait action de protestation contre ambassade ».  
Section japonaise

DANEMARK :

● Initiatives prises par le RSF (Revolutionnaire Socialiste Forbund, section danoise de la IVème Internationale) :  
a) meeting front uni de protestation devant l'ambassade de France le samedi 30,  
b) manifestation en face des consulats ou dans les artères centrales des principales villes de province,  
c) large propagande sur les mots d'ordre « abrogez le décret de dissolution de la LC » et « front unique contre la répression ».

NOUVELLE-ZELANDE :

● Diffusion d'un tract-lettre ouverte à l'ambassadeur français en Nouvelle-Zélande intitulé « Ban the bomb, not french socialists ! », « dissolvez la bombe, pas les socialistes français ! ».  
La SAL (Socialist Action League) appelle à protester le 2 juillet devant l'ambassade de France.

CANADA :

● La Ligue Socialiste Ouvrière-Ligue pour l'Action Socialiste (LSO/LSA), section canadienne de la IVème Internationale, a largement diffusé l'information concernant la dissolution de la Ligue. Elle a appelé à un rassemblement unitaire devant le consulat de France à Toronto le 29 juin. 100 militants participèrent à cette action tandis que d'autres militants se rassemblaient à Montréal.

SUEDE :

● Dès la nouvelle de la dissolution, l'organisation trotskyste en Suède, la RMF (Revolutionära Marxisterna Forbund) publia un appel à toutes les organisations ouvrières. Deux seulement ont répondu favorablement : l'« Association Communiste » et les « Conseils Ouvriers Socialistes ». Deux autres organisations maoïstes, le SKP et son organisation de jeunesse « Clarté » ont publié des résolutions de façon indépendante pour protester contre la dissolution de la LC. Des manifestations ont été organisées par la RMF devant l'ambassade de France à Stockholm et le consulat à Göteborg. Des pétitions sont massivement signées : dans une seule usine (Voho) de Göteborg, 50 ouvriers ont immédiatement exprimé leur opposition à la dissolution de la LC.

ARGENTINE

● Plusieurs bombes ont éclaté devant l'ambassade de France à Buenos-Aires. La Fraction Rouge du PRT a revendiqué cette action.

AUTRICHE :

L'ensemble des organisations d'extrême-gauche a manifesté contre l'interdiction de la Ligue devant l'ambassade de France à Vienne. Une délégation a remis une protestation.

AUX ANTILLES :

● Nos camarades antillais du Groupe Révolution Socialiste ont riposté dès l'annonce de la mise à sac du local de la Ligue Communiste, l'arrestation de Rousset et Krivine et l'interdiction de la Ligue Communiste.  
A fort-de-France, le 3 juillet, ils ont organisé rapidement un meeting qui réunit 120 participants et fait une première collecte qui rapporta 300 F. Avant de clore le meeting, le GRS réaffirmait sa volonté d'une action unitaire de protestation (lettres expédiées aux partis et aux organisations démocratiques).  
Les premiers résultats ne se sont pas faits attendre. Le journal « Le Progressiste » dont le directeur est Aimé Césaire, député de la Martinique (par ailleurs signataire de l'appel à la constitution d'un Comité pour l'abrogation du décret de dissolution) a fait une vigoureuse protestation. Nos camarades ne nous ont pas encore fait savoir quelle a été la réaction du Parti Communiste Martiniquais. Mais une chose est certaine, le soutien ne fait que commencer. Nul doute qu'après la campagne Courbain, les dénonciations de la fraude dans les DOM au cours de l'émission « A Armes Egales », le soutien apporté à la lutte des marxistes-révolutionnaires antillais par Krivine lors du meeting du 10 janvier à la Martinique, cette nouvelle campagne internationaliste trouvera un gros écho aux Antilles.

QUI DIRIGE LA LUTTE ?

● A Lip, LE COMITE D'ACTION regroupant jusqu'à une centaine de travailleurs syndiqués et non-syndiqués impulsa la lutte. Son rôle fut déterminant. Il a permis d'unifier le mouvement et d'y assurer la participation des travailleurs non-syndiqués les plus combattifs. Ainsi, il a aidé à atteindre certains objectifs et à organiser la lutte (remise en marche des chaînes, popularisation de la vente des montres).

Mais ses membres n'étant pas élus, ni responsables, ni révocables devant les travailleurs réunis en assemblée générale, ce comité d'action à l'avantage représenté un courant militant que la direction reconnue par tous de la lutte.

Depuis le début de la semaine dernière, le comité d'action ne regroupe plus qu'une quinzaine de travailleurs. Minorisé, son rôle d'organisateur de la lutte, son poids politique ont fortement diminué, ses militants interviennent peu ou pas dans les assemblées générales et dans différentes commissions où pourtant ils auraient certainement des propositions à faire sur les formes de lutte (animation, vente de montres etc) et sur les perspectives.

Le rôle central est joué à l'heure actuelle par les RESPONSABLES SYNDICAUX. Ils sont quasiment les seuls à intervenir dans les assemblées générales. Ce sont eux qui au jour le jour, déterminent les propositions et les tâches et l'assemblée générale est plus une réunion d'information, un endroit où sont transmises les consignes qu'un lieu où se prennent les décisions. Nous ne jetons pas la pierre aux responsables syndicaux qui sont des camarades dévoués et astucieux, qui se dépensent sans compter pour le mouvement. Mais Il doit être possible que beaucoup d'autres travailleurs ne se contentent pas d'un rôle plus ou moins passif d'exécutants pour participer de plus près à l'animation de la lutte et à l'élaboration des objectifs.

LES COMMISSIONS TECHNIQUES sont un lieu où il est plus facile de discuter que dans les assemblées générales où on est un peu intimidé. Là on se connaît davantage, on organise déjà ensemble un certain nombre de tâches. Ne peut-on, à côté des discussions nécessaires sur les tâches techniques spécifiques à chaque commission avoir des débats plus larges sur les problèmes d'ensemble de la lutte ?

Ces débats qu'on a un peu mené aux réunions du CA ou dans les réunions syndicales et qu'on se contente aujourd'hui d'avoir par la bande, en les soulevant dans les couloirs ou au hasard des rencontres individuelles sans se donner les moyens de les faire aboutir. On pourrait alors rapporter ces débats de commissions où la synthèse pourrait se faire. Les camarades, chargés de la vente, par exemple, pourraient soulever le problème du temps qu'ils consacrent à cette tâche, de même que ceux de la production - nos camarades horlogers - pourraient faire valoir leur mobilisation trop grande à leur poste de travail. Pourquoi, seules les commissions Popularisation ou Animation discuteraient et prendraient en charge les activités de popularisation ou d'animation ? Pour l'efficacité, une certaine spécialisation est nécessaire. Une trop grande spécialisation et chacun risque de ne voir plus les choses qu'à travers son petit domaine d'intervention et perdre de vue les besoins d'ensemble de la lutte.

Association (Loi 1901) :  
Les amis des Editions F.Maspero  
(en cours de constitution)  
Adresse provisoire : Monique Hervo  
49 rue Gay-Lussac - 75005 - Paris.  
C.C.P. Madame Lacoste :  
4973-34 Paris.

Défendre les Editions Maspéro

La place qu'occupent les Editions Maspéro dans l'édition française, personne ne l'ignore. Il s'agit d'un enjeu politique fondamental qui met en cause la liberté d'expression dans notre pays.

D'incessantes tracasseries policières, de multiples procès (Le Monde rappelait récemment que François Maspéro avait été condamné déjà, de 1970 à 1972, à 20 millions d'anciens francs d'amendes) et le pillage systématique de ses librairies (plusieurs dizaines de millions par an) menacent directement le courageux combat d'avant-garde que mène depuis la guerre d'Algérie la librairie François Maspéro, qui a permis de publier des ouvrages qui n'auraient pu paraître nulle part ailleurs.

Devant cette situation, une solidarité nationale et internationale s'est manifestée spontanément. Des amis, des auteurs de diverses tendances publiés par différents éditeurs ont décidé de former une association destinée à soutenir le combat politique par la liberté d'expression.

Ses buts seront notamment les suivants :

- 1) Soutien politique à l'action des Editions dont l'existence est un élément irremplaçable dans la lutte pour les libertés fondamentales ;
- 2) Soutien matériel notamment pour faire face aux frais judiciaires les plus divers ;
- 3) Assurer toute action (signatures, colloques, débats, etc...) susceptible de promouvoir ces objectifs.

Pour le Bureau Provisoire :  
Gérard Althabe, Bernard Edelman, Denise Fastout, Jean-François Godchau, Monique Hervo, Roland Kastler, Yves Lacoste, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet.

Une centaine d'écrivains, de militants ont déjà appelé à soutenir et à adhérer à cette initiative.



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....  
ADRESSE.....  
.....  
Age.....Profession.....  
Lieu de travail (facultatif).....

Rouge  
hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :  
C.C.P. Pierette CHENOT  
25 043 88 Paris  
(avec mention: soutien à ROUGE).  
Directeur de publication : Henri Weber  
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements				
	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
tous pli				
un an	90	150	110	190
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.  
Impression : SAIE Moriamé  
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

# APPEL

■ En dissolvant conjointement Ordre Nouveau et la Ligue Communiste, en les mettant ainsi sur le même plan, le Gouvernement veut faire croire qu'il répond aux aspirations d'une grande partie de l'opinion publique.

Il entend traduire des militants politiques, dirigeants de la Ligue Communiste devant la Cour de Sécurité de l'Etat ou les poursuivre selon la loi « anti-casseurs » et pour « tentative de meurtre ».

Nous considérons qu'il est de notre devoir de dénoncer cette opération. Si le gouvernement avait voulu réellement atteindre Ordre Nouveau, organisation raciste et néo-nazie, il lui suffisait d'appliquer la loi de juillet 1972 qui réprime les activités racistes et l'incitation à la haine raciale. Loin de le faire il n'invoque et utilise la loi de 1936 que pour procéder à un amalgame scandaleux destiné à mettre hors la loi une organisation d'opposition à cause de ses dernières campagnes politiques.

Comble d'hypocrisie, le décret dissolvant la Ligue Communiste se garde bien et pour cause, de mentionner l'objet de la contre-manifestation du 21 juin : empêcher Ordre Nouveau de tenir en plein Paris, une manifestation visant à susciter la haine et le mépris à l'égard des travailleurs étrangers et à développer une campagne raciste dont les événements de Grasse sont un exemple.

Nous ne sommes pas dupes : la dissolution de la Ligue Communiste témoigne un tournant redoutable qui signifie une provocation vis-à-vis de l'opinion publique et une menace pour l'ensemble des libertés.

Nous exigeons :

1. L'abrogation du décret de dissolution de la Ligue communiste.

2. La levée de toutes inculpations des dirigeants ou militants de la Ligue communiste et de ceux qui seraient poursuivis à la suite du 21 juin.

3. La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques, et notamment Pierre Rousset et Alain Krivine.

**NOUS APPELONS A LA CONSTITUTION D'UN COMITE NATIONAL SUR LA BASE DE CET APPEL POUR ENGAGER LA LUTTE ET FAIRE ECHEC A LA REPRESSION.**

Le 4 juillet.

## DE L'ARGENT !

La campagne pour l'abrogation du décret de dissolution nécessite de l'argent.

La campagne pour la libération de Pierre Rousset et d'Alain Krivine nécessite de l'argent.

La campagne juridique, les amendes, le matériel de propagande nécessitent de l'argent.

Que Rouge continue, cela nécessite de l'argent.

Il faut de l'argent, beaucoup d'argent.

C'est aussi le nerf de la lutte de classes.

**SOUSCRIVEZ**

C.C.P. Paris 26.15 - Michel Foucault

(avec mention : Campagne pour l'abrogation du décret - Soutien à Rouge).

## Nouvelle liste de signatures

R. AUBARD délégué local  
Côte Basque J.S.  
R. AUDOCHE  
J.P. AUBERT enseignant  
J.-M. AYMARD  
M. ABDALLAH enseignant  
P. ANNEM comédienne  
J.P. BEQUET secrétaire fédéral des J.S. (95)  
J. BRUNSCHWIG CIC  
P. BOUYAT  
D. BARDEL  
S. BREUILLE secrétaire départemental-adjoint du SNETAA(FEN)  
M. BEAUD enseignant  
N. BATAILLE metteur en scène  
D. et N. BOIVIN  
B. BRET assistant  
M. BROUILLET PSU  
C. BRUYERE maître assistant  
Dr BAUDOUX chef de service (Evreux)  
P. BLACHETTE  
J. BENGUIGUI  
A. BARDOU chercheur  
B. BERGER pharmacienne  
J. BARSALOU journaliste  
L. BARSALOU  
M. BESSE syndicaliste  
J.-C. et S. BARREAU conseiller littéraire  
M. et L. BRUNELLE  
R. BOUZOU professeur maire-adjoint d'Oléron Ste Marie  
J. BLANCO infirmier  
J. CHERASSE cinéaste  
J.-C. CONASSON secrétaire fédéral aux RE (PS)  
M. CARMONA maître assistant  
R. CARCEL instituteur  
M. CARCEL  
G. CHALLIAND écrivain  
COURTIS  
Pasteur CRUSE  
A. et F. CRIBIER professeurs  
M. CAMPAN professeur retraité  
Dr G. CAYLA  
O. CHAPELOT  
C. CALLIOT  
M. CHEIN maître de conférence Paris VI  
Y. CAPDEVILLE CFDT  
C. DUPILLE écrivain  
Dr N. DEBEYRE  
J.-C. DALLEMAGNE maître de conférence  
C. DUVERT  
M. DAYAN  
P. et E. DUHANCOURT maître de conférence et assistant  
J. DREYFUS avocat à la Cour  
J. DAUDET responsable CFDT  
J. DUFFET responsable CFDT  
M. DELEVALLEE assistant  
M. Mme DELIAT  
B. et J. DELIVRE enseignants  
F. et V. ERTEL  
N. EIZNER Sciences Humaines  
L. ESTERHAZY  
Dr M. ERTEL  
R. ERTEL maître assistant  
C. ESTIER secrétaire national du PS  
M. BIARD CIC  
J. CHARPIER éditeur  
A. CULIOLI professeur  
J. CHARON  
J. COLOMBAT réalisateur  
R. CSUKAI CIC  
J.-P. CHEVENEMENT secrétaire national du PS  
B. DUFOUR peintre  
F. DELLA SUDA professeur  
Y. et A. FARGE

FOISSY auteur dramatique  
H. FAURE président honoraire de la Ligue de l'Enseignement  
F. FAURE professeur  
N. FELLA rédacteur  
D. GENTOT journaliste  
J. GLASER professeur  
L. GUERIN professeur  
R. GOUSSEAU professeur  
P. GAUDIBERT  
M. GRUSON chercheur  
J. GALLIENNE professeur  
N. et R. GEOFFROY  
A. M. GOGUEL enseignante  
C. GIAYMAN journaliste  
A. GOTTES DIENER maître assistant  
J. GATTEGNO professeur  
J.-F. GODCHAU comité de rédaction de « Partisans »  
R. GALLIZOT écrivain  
G. GUILLOT comédien  
C. GUIMENET journaliste  
P. GUIDONI PS  
H. et A. HENRY professeurs  
J.-C. et A.-M. HOD-DEBINE enseignants  
L. HEF FORSTER avocat  
M. HERUD auteur  
S. HARGONS  
Jean Edern HALLIER  
D. ISAAC  
A. JEANSON Objectif Socialiste  
R. JOSSE  
G. JOLY militant CFDT  
E. et S. JAGUERE écrivain  
KAUFMANN  
M. LAMOLE artiste  
J.-C. LEROYER directeur MJC  
J. LAFRACHE BN du PSU  
C. LOURSAIS  
F. LECLERE RASEN-ZWEIG suppléant BN du SNES  
C. et J. LIMOUSIN professeurs  
C. LEUCATE  
A. LANDOUZE T.C.  
P. E. LEVY  
A. LEGOUY  
F. LOZIO  
M. LAMOLE comédien  
H. LANGLOIS  
LANDAU maître de conférence  
LOCATELLI assistante  
LERE père et fils  
J.-J. MASSARD animateur social  
C. MAURIAC journaliste  
J.-P. MILOU enseignant de MASSERON professeur  
C. MANCERON historien  
L. MELESE psychanalyste  
D. MARKOWICZ étudiant  
M. MOULS CERES  
L. MARGNIEN professeur  
M. MILLET ingénieur  
P. MAURISSON assistant  
A. MUNSTER journaliste  
S. MONTANT enseignant  
F. MARGU avocat  
J. MINCES écrivain  
G. LEGRAND écrivain  
C. et E. MAINFROY enseignants  
B. MICHALON enseignant  
G. MICHEL écrivain  
Dr J.-D. MARTINET  
J.-C. MONNET chanteur  
G. MONNET metteur en scène  
MOSE dessinateur  
D. MOCHTANE secrétaire national du PS  
MOULINET conseiller de Paris PS  
MAINGOTAUD Bureau Fédéral PS  
J. NURDOW professeur  
J.-J. NASSER pharmacien  
C. NELSUN  
D. NOGUEZ critique

J.-G. NORDMANN comédien  
D. OUTIN professeur  
R. PORTAL professeur  
Y. PERSON professeur  
M. S. PERROT conservateur à la Bibliothèque Nationale  
S. PREVOT  
L. PASCALOU  
R. et M. PAGES chercheurs  
G. PATRAT  
Père C. PASQUIER  
C. et E. POYART docteurs  
PIQUET comédienne  
I. PETAT professeur de sociologie  
A. PETITJEAN chercheur à l'université de Grenoble  
C. PIERRE Fédé de Paris PS  
C. PIERRET PS  
S. RIEUTOR comédienne  
P. et J. RICHARD  
A. RUIILLARD animatrice MJC  
M. REINHOLD docteur  
J. RUEL secrétaire CFDT  
F. RACHLINE universitaire  
J. ROUJEAU professeur médecine Paris VII  
R. RENOARD  
J. RIOT SARCEY professeur  
F. REDOUTE F.J.P.  
M. SICHEL  
M. SPIEGEL comédien  
N. SPIWETTA P.S.  
C. SPIELMANN psychologue  
C. DE SEYNES comédienne de SAINT PERRIER  
J. SELZ conseiller municipal  
SNESup Nanterre Sciences Eco  
P. SALAMA maître assistant  
B. SCHREINER Hebdo T.C.  
STEINMETZ PS Strasbourg  
P. SOUCAZE professeur  
M. SOLA maître assistant  
M. TREPAU ingénieur  
D. TOUATI SCHWARTZ CNRS  
J. TILLIER professeur à l'université  
M. TIRAND  
G. et M.-T. TIBERGHIE  
E. VENET  
A. VIRLEUX  
Voix Communiste  
A. VIMILLE  
J.J. VARIN enseignant  
P. VANECK comédien  
J. VALIER professeur  
J. VALETTE principal CES  
J. VERGES délégué local basque J.C.  
H. WESTPHAL  
Y. WARIN professeur  
H. WADRIER inspecteur départemental de l'E.N.  
R. et M. ZIMMERMAN  
W.F. ZIWIER avocat à la Cour  
Signatures collectives :  
La Rédaction d'« Actuel »  
Alliance Syndicaliste (région parisienne)  
Voix Communiste  
Syndicat National des Bibliothèques (section de la B.N.)  
SNESup Nanterre Sciences Eco  
Revue « Critique de l'Economie Politique »  
Syndicat CGT des conducteurs